

Art. 6. Elke begunstigde instelling vult het jaarlijks verslag aan dat zij aan de Hoge Raad voor de studentenmobiliteit bezorgt om het gebruik van de mobiliteitstudiepunten te verantwoorden, alsook een verhalend verslag dat bewijst dat het geheel van deze maatregelen worden nageleefd.

De Hoge Raad voor mobiliteit controleert de toepassing ervan in het kader van audits uitgevoerd overeenkomstig de aanbevelingen van de Europese Commissie voor het beheer van het Erasmus programma.

Art. 7. De Minister van Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2008-2009.

Brussel, 12 september 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;
Mevr. M.-D. SIMONET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3724

[2008/203738]

18 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment les articles 20 et 87, § 1^{er};

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, notamment les articles 74, 77, 110, 117, 119, 120, 122, alinéa 2, et 133;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 1988 relatif à l'exécution d'actions et de programmes de promotion technologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1992 relatif à la composition et au fonctionnement du Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne, modifié par l'arrêté du 1^{er} juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 relatif aux aides et interventions pour la recherche et les technologies;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 relatif à l'agrément des centres collectifs de recherche;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 modifiant la définition de la "petite ou moyenne entreprise" au sens du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies;

Vu l'avis du Conseil de la Politique scientifique, donné le 9 juillet 2008 et entériné le même jour par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juin 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.016/2/V, rendu le 22 août 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures et du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Arrête :

Titre I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "le décret" : le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

2° "le Ministre" : le Ministre qui a les technologies nouvelles et la recherche dans ses attributions;

3° "le promoteur" : une ou plusieurs personnes morales autorisées à solliciter une aide en vertu du décret;

4° "l'Administration" : les services administratifs du Gouvernement chargés des actions de la Région wallonne en matière de technologies nouvelles et de recherche;

5° "l'Administration de l'Economie" : les services administratifs du Gouvernement chargés des actions de la Région wallonne en matière d'économie;

6° "le projet" : l'ensemble des documents émanant d'un promoteur et décrivant, en termes de produit, procédé ou service, les objectifs poursuivis et les moyens tant humains que matériels nécessaires à leur réalisation;

7° "le Conseil de la Politique scientifique" : le Conseil de la Politique scientifique institué par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par "Gouvernement", "recherche industrielle", "développement expérimental", "innovation de procédé", "innovation d'organisation", "guidance technologique", "veille technologique", "petite entreprise", "moyenne entreprise", "grande entreprise", "entreprise non autonome de taille restreinte", "entreprise", "organisme public de recherche", "unité universitaire", "unité de haute école", "jeune entreprise innovante", "centre de recherche", "centre de recherche agréé" et "partenariat d'innovation technologique", ces termes tels que les définit le décret.

Titre II. — De l'agrément des centres de recherche**CHAPITRE 1^{er}. — Des conditions d'obtention de l'agrément***Section 1^{re}. — Principe*

Art. 3. Pour être agréé au sens du décret, un centre de recherche doit, au jour de la demande d'agrément, répondre aux huit conditions d'obtention visées aux articles 4 à 11.

Section 2. — La personnalité juridique

Art. 4. Le centre de recherche dispose d'une personnalité juridique propre.

Section 3. — La réalisation d'activités de recherche à finalité industrielle

Art 5. Le centre de recherche a pour but ou objet social la réalisation d'activités de recherche à finalité industrielle, qui, à la fois :

- 1° relèvent essentiellement de la recherche industrielle ou du développement expérimental;
- 2° sont susceptibles d'intéresser des entreprises confrontées aux besoins d'un secteur ou d'un domaine technologique;
- 3° font dans une mesure significative l'objet de partenariats avec les universités et les hautes écoles ou l'objet de participations aux programmes cadres européens ou à d'autres programmes internationaux;
- 4° visent en priorité les entreprises auxquelles le centre peut apporter une valeur ajoutée;
- 5° ont pour effet de développer et d'entretenir son savoir-faire et son socle de compétences.

Section 4. — Le suivi des progrès scientifiques et techniques

Art. 6. Le centre de recherche se tient en permanence informé des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations industrielles.

Il prend régulièrement des contacts avec les entreprises afin de leur proposer ses services en l'espèce.

Section 5. — La constitution d'un conseil d'administration ou d'un comité permanent

Art. 7. Le conseil d'administration ou le comité permanent du centre de recherche comprend au moins 50 pour cent de représentants des entreprises, avec une répartition équilibrée, en fonction du secteur, entre petites et moyennes entreprises d'une part, et grandes entreprises d'autre part. Ces représentants des entreprises sont :

- 1° des personnes qui exercent des fonctions de recherche ou de direction dans des entreprises d'un secteur ou d'un domaine technologique visés par le centre de recherche;
- 2° des personnes présentées conjointement par les membres du conseil d'administration ou du comité permanent qui sont des personnes visées au 1°.

Le conseil d'administration ou le comité permanent comporte plus de personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, que de personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 2°.

La présidence du conseil d'administration ou du comité permanent est dévolue à un représentant des entreprises ou est instaurée selon le principe de l'alternance de mandat entre le représentant des entreprises et les autres membres.

Le conseil d'administration ou le comité permanent peut constituer en son sein un comité technique chargé de valider et de lui communiquer les activités de recherche, de veille technologique et de guidance technologique à réaliser. Cette communication respecte l'intérêt du centre de recherche et de ses entreprises partenaires ou clientes en matière de confidentialité.

Section 6. — La tenue d'une comptabilité analytique

Art. 8. Le centre de recherche tient une comptabilité analytique de ses activités.

Cette comptabilité :

- 1° est conforme aux normes comptables belges;
- 2° permet notamment de vérifier l'affectation des aides et des interventions publiques dont le centre de recherche bénéficie, ainsi que le fait que le prix des services rendus aux entreprises est conforme aux règles du marché.

Section 7. — L'existence d'un siège d'activité en Région wallonne

Art. 9. Le centre de recherche dispose d'au moins un siège d'activité sur le territoire de la Région wallonne, sauf s'il relève de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement des centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des différentes branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique.

Section 8. — La capacité d'autofinancement

Art. 10. Le centre de recherche dispose d'une capacité d'autofinancement suffisante pour assurer les contreparties financières liées à ses activités de services ou de recherche, et pour contribuer à l'entretien et au renouvellement des équipements et du matériel nécessaires à ses activités.

Les recettes du centre de recherche liées à l'activité industrielle, à l'activité de recherche ou d'expertises publiques et aux cotisations, hors financements de la Région wallonne, doivent être supérieures à 50 pour cent des ressources globales. Le centre de recherche atteint cet objectif dans un délai de deux ans si le coefficient R, défini dans l'annexe du présent arrêté, est supérieur à 30 pour cent et inférieur à 50 pour cent, et dans un délai de cinq ans si ce même coefficient est inférieur à 30 pour cent, ces délais prenant cours au 1^{er} juillet 2008.

Section 9. — La rédaction d'un plan stratégique d'action

Art. 11. A l'appui de la demande d'agrément, le centre de recherche remet un plan décrivant les actions qu'il envisage de mener au cours des 36 prochains mois.

Ce plan comprend également l'engagement du centre de recherche à respecter les conditions de maintien prévues aux articles 13 à 17 du présent arrêté, ainsi que la description des moyens mis en œuvre pour y arriver.

CHAPITRE II. — Des conditions de maintien de l'agrément

Section 1^{re}. — Principe

Art. 12. Pour le maintien de son agrément au sens du décret, outre les conditions d'obtention visées aux articles 4 à 11, le centre de recherche doit répondre, dans un délai de deux ans à dater de son agrément, aux cinq conditions visées aux articles 13 à 17.

Section 2. — La publication d'un rapport annuel

Art. 13. Le centre de recherche publie un rapport annuel qui expose le déroulement et les résultats de ses divers types d'activités. Ce rapport comprend au moins les rubriques suivantes : la composition du conseil d'administration ou du comité permanent, la composition du comité technique, la synthèse des résultats financiers de l'année et l'évolution du personnel, les programmes de recherche en cours, les principaux résultats des recherches abouties et l'impact industriel des activités de guidance technologique, les collaborations structurées, les normes de qualité acquises, les services disponibles pour les entreprises, les équipements remarquables et les outils de diffusion des résultats.

Section 3. — Le respect des normes de management de la qualité et de management environnemental

Art. 14. Afin d'assurer sa renommée auprès de la communauté scientifique et industrielle et la réputation de ses services et de ses produits, le centre de recherche répond aux normes de management de la qualité ainsi qu'aux normes de management environnemental qui sont essentielles dans les domaines dont relèvent ses activités.

Section 4. — L'organisation des activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises

Art. 15. Le centre de recherche organise ses activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises.

A cet effet, il développe des outils appropriés, notamment en concertation avec l'Agence de stimulation technologique et avec l'Administration.

Section 5. — Les activités de guidance, de transferts et d'audits technologiques

Art. 16. Le centre de recherche réalise pour les entreprises sollicitant son expertise scientifique ou technique dans les domaines relevant de sa compétence, avec ses propres moyens humains et matériels, des activités de guidance et de transfert technologiques sous la forme de prestations de services qui consistent en des audits technologiques liés à des procédés ou produits, ou sous la forme de conseils pour l'orientation des entreprises vers des compétences technologiques, y compris celles qu'offrent les autres centres de recherche, les unités universitaires ou les unités de hautes écoles.

S'il échet, le centre de recherche peut travailler en concertation avec les unités universitaires et les unités de hautes écoles, en vue de promouvoir le transfert technologique vers le tissu industriel.

Il prend régulièrement des contacts avec les entreprises afin de leur proposer ses services en l'espèce.

Section 6. — La diffusion des résultats

Art. 17. Le centre de recherche organise à destination des entreprises et des autres centres de recherche agréés, au moyen d'un dispositif facilement accessible et fréquemment mis à jour, la diffusion des résultats des activités visées à l'article 5 et des progrès visés à l'article 6, en tenant compte de la confidentialité nécessaire de certains résultats.

Chapitre III. — De la Commission d'agrément

Art. 18. La Commission d'agrément visée à l'article 76 du décret est composée :

- 1° d'un représentant du Ministre-Président;
- 2° d'un représentant du Ministre de l'Économie;
- 3° d'un représentant du Ministre;
- 4° de deux membres de l'Administration;
- 6° d'un expert à orientation scientifique;
- 7° d'un expert à orientation économique et financière;
- 8° d'un expert en matière de certification;

9° de quatre représentants du Conseil de la Politique scientifique désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 19. Le Gouvernement nomme les membres de la Commission d'agrément visés à l'article 18, 1° et 2°, sur proposition du Ministre concerné. Il nomme les membres de la Commission d'agrément visés à l'article 18, 3° à 8°, sur proposition du Ministre. Il nomme les membres de la Commission d'agrément visés à l'article 18, 9°, sur proposition du Conseil de la Politique scientifique.

Art. 20. Le mandat d'un membre de la Commission d'agrément expire à la fin de la sixième année civile qui suit celle au cours de laquelle le Gouvernement l'a nommé. Il est renouvelable.

Art. 21. Le mandat d'un membre de la Commission d'agrément prend fin avant terme :

- 1° dès qu'il perd la qualité en laquelle le Gouvernement l'a nommé;
- 2° s'il informe le Gouvernement qu'il souhaite démissionner;
- 3° s'il est révoqué par le Gouvernement, sur proposition de la Commission d'agrément. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission fixe les cas dans lesquels un membre peut être révoqué.

Lorsque le mandat d'un membre prend fin, le Gouvernement nomme un nouveau membre, qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 22. La Commission d'agrément se réunit au moins deux fois l'an. Elle délibère valablement si huit membres au moins sont présents. Elle prend toute décision à la majorité absolue des membres présents.

Art. 23. Les membres de la Commission d'agrément respectent strictement et en tout temps le secret des délibérations et des informations confidentielles portées à leur connaissance en leur qualité de membre.

Art. 24. La Commission d'agrément établit son règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet au Ministre pour approbation.

CHAPITRE IV. — *De la procédure d'agrément*

Art. 25. Le centre de recherche qui souhaite être agréé introduit sa demande d'agrément en adressant à l'Administration, dûment complété, le formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre sur proposition de la Commission d'agrément.

L'Administration accuse réception de la demande dans les cinq jours qui suivent sa réception et vérifie si elle est complète.

Si l'Administration constate que la demande n'est pas complète, elle sollicite des éléments d'information complémentaires auprès du centre de recherche, dans les vingt jours qui suivent la réception de la demande. Si le centre de recherche ne donne pas suite à cette sollicitation dans les vingt jours qui suivent sa réception, il est réputé avoir retiré sa demande.

Art. 26. Dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande d'agrément complète, l'Administration adresse à la Commission d'agrément un rapport qui comprend une copie de la demande d'agrément et une note de synthèse.

Lors de sa première ou de sa deuxième réunion suivant la réception du rapport de l'Administration, la Commission d'agrément élabore la proposition visée à l'article 76 du décret.

Dans les cinq jours qui suivent la réunion lors de laquelle elle a élaboré sa proposition, la Commission d'agrément l'adresse au centre de recherche. Dans les vingt jours qui suivent la réception de la proposition, le centre de recherche peut adresser à la Commission d'agrément un exposé écrit des raisons pour lesquelles il estime ne pouvoir marquer son accord sur sa teneur.

Dans les cinq jours qui suivent, soit la réception de l'exposé visé à l'alinéa 3, soit l'expiration du délai de vingt jours visé au même alinéa, la Commission d'agrément adresse sa proposition au Ministre, accompagnée de l'éventuel exposé du centre de recherche. Ce délai de cinq jours est porté à vingt jours si la Commission d'agrément adresse au Ministre une proposition significativement modifiée en fonction dudit exposé.

Art. 27. Lorsqu'il statue positivement sur la demande d'agrément, le Ministre adopte un arrêté d'agrément.

Lorsqu'il statue négativement sur la demande d'agrément, le Ministre ou l'Administration en informe le centre de recherche par lettre recommandée à la poste.

Art. 28. L'agrément du centre de recherche a une durée indéterminée, à moins que cet agrément ne soit retiré conformément aux articles 32, 33 et 34.

Art. 29. En cas de fusion entre deux centres de recherche agréés, l'entité nouvellement créée notifie la fusion au Ministre, lequel adopte d'office un nouvel arrêté d'agrément. Endéans les douze mois, un audit est réalisé conformément aux articles 30 et 31, alinéa 1^{er}.

Art. 30. Le centre de recherche agréé fait périodiquement l'objet d'audits afin de vérifier s'il continue de répondre à chacune des conditions d'agrément visées aux articles 4 à 11 et aux articles 13 à 17. Ces audits sont réalisés par des experts indépendants.

Art. 31. Les audits visés aux articles 29 et 30 sont réalisés sur initiative de la Commission d'agrément ou sur initiative de l'Administration. Le coût des audits est pris en charge par la Région wallonne. Le rapport d'audit est adressé à l'Administration.

Le premier audit du centre de recherche débute entre le troisième et le cinquième anniversaire de l'adoption de l'arrêté d'agrément qui lui est relatif.

Chaque audit ultérieur du centre de recherche commence au plus tard trente-six mois après la fin de l'audit précédent.

Art. 32. L'agrément du centre de recherche peut être retiré :

1° si un audit visé aux articles 29, 30 et 31 fait apparaître que le centre de recherche ne répond plus à une des conditions d'obtention d'agrément visées aux articles 4 à 11;

2° si le centre de recherche persiste à ne pas respecter une ou plusieurs des conditions de maintien de l'agrément visées aux articles 13 à 17.

Art. 33. Dans les soixante jours qui suivent la réception du rapport d'audit, l'Administration adresse à la Commission d'agrément une copie du rapport et une note de synthèse.

Lors de sa première ou de sa deuxième réunion suivant la réception du rapport de l'Administration, la Commission d'agrément élabore la proposition visée à l'article 76 du décret.

Dans les cinq jours qui suivent la réunion lors de laquelle elle a élaboré sa proposition, la Commission d'agrément l'adresse au centre de recherche. Dans les vingt jours qui suivent la réception de la proposition, le centre de recherche peut adresser à la Commission d'agrément un exposé écrit des raisons pour lesquelles il estime ne pouvoir marquer son accord sur sa teneur.

Dans les cinq jours qui suivent, soit la réception de l'exposé visé à l'alinéa 3, soit l'expiration du délai de vingt jours visé au même alinéa, la Commission d'agrément adresse sa proposition au Ministre, accompagnée de l'éventuel exposé du centre de recherche. Ce délai de cinq jours est porté à vingt jours si la Commission d'agrément adresse au Ministre une proposition significativement modifiée en fonction dudit exposé.

Art. 34. Le Ministre statue sur le retrait de l'agrément d'un centre de recherche.

Dans le cas visé à l'article 32, 2°, le Ministre ne peut retirer l'agrément que si le non-respect d'une ou plusieurs des conditions de maintien d'agrément persiste à l'expiration des quatre-vingts jours qui suivent une mise en demeure que l'Administration a adressée au centre de recherche par lettre recommandée à la poste.

Le retrait d'agrément d'un centre de recherche ne peut être prononcé qu'au terme d'un débat contradictoire.

CHAPITRE V. — *Des missions complémentaires de la Commission d'agrément*

Art. 35. La Commission analyse, sur demande du Gouvernement ou du Ministre, les activités de chaque centre de recherche agréé et propose des solutions permettant d'intensifier les synergies entre les centres de recherche en Wallonie en se fondant notamment sur les objectifs stratégiques et les axes prioritaires arrêtés en vertu de l'article 37. L'analyse est transmise au Ministre.

Art. 36. Annuellement, la Commission analyse, sur base d'un relevé réalisé par l'Administration en collaboration avec les centres de recherche, les ressources de ceux-ci afin de vérifier leur capacité d'autofinancement visée à l'article 10. Dans ce cadre, les centres de recherche agréés lui transmettent tout document qu'elle jugerait utile à son analyse. L'analyse est transmise au Ministre.

Titre III. — Des objectifs stratégiques et des axes prioritaires

Art 37. Au minimum tous les cinq ans et pour la première fois dans les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur du décret, le Ministre, en collaboration avec le Ministre de l'Economie, propose au Gouvernement d'arrêter les objectifs stratégiques et les axes prioritaires, visés à l'article 117 du décret.

La proposition du Ministre porte notamment sur :

1° les domaines technologiques constituant une priorité à court terme compte tenu du potentiel wallon en matière de recherche, d'innovation technologique et de développement économique;

2° les thèmes de recherche et les domaines technologiques constituant une priorité à plus long terme, compte tenu des études et évaluations prospectives en la matière;

3° les modalités d'organisation et de travail des partenariats d'innovation technologique et des autres types de partenariats visés par le décret;

4° les modalités d'organisation et de travail des partenariats d'innovation technologique s'intégrant dans les politiques du Gouvernement de développement économique de la Région;

5° les actions à mettre en œuvre afin de renforcer le développement de la Wallonie en matière de recherche et d'innovation technologique suivant les recommandations figurant dans les études et enquêtes wallonnes, belges, européennes et internationales;

6° les échanges d'informations, les partages d'expériences et les synergies à mettre en œuvre avec les autres entités fédérées belges et, s'il échet, avec les institutions européennes et internationales;

7° les éventuelles adaptations à apporter aux indicateurs arrêtés en vertu de l'article 123, 1°, du décret et aux modalités de collecte, d'analyse et de diffusion arrêtées en vertu de l'article 123, 2°, du décret.

Le Ministre sollicite les avis du Conseil de la politique scientifique et du Comité de suivi interdépartemental avant l'adoption des objectifs et des axes prioritaires par le Gouvernement.

Titre IV. — Des demandes d'aides visées par le décret**CHAPITRE 1^{er}. — Des critères d'évaluation communs à tous les promoteurs****Section 1^{re}. — Le caractère innovant du projet**

Art. 38. Le caractère innovant du projet est évalué et notamment sa contribution au progrès scientifique en termes d'acquisition de connaissances nouvelles.

En ce qui concerne les aides aux jeunes entreprises innovantes visées aux articles 40 à 45 du décret, est évalué, suivant ce que prévoit l'appel à candidatures, soit le caractère innovant de l'activité générale de l'entreprise, soit le caractère innovant du projet soumis à son appréciation.

Section 2. — La qualité, la faisabilité technologique et la pertinence du projet

Art. 39. La qualité, la faisabilité technique et la pertinence du projet est évaluée par rapport aux besoins technico-économiques de la Région wallonne.

En ce qui concerne les aides aux jeunes entreprises innovantes visées aux articles 39 à 44 du décret, sont évaluées, suivant ce que prévoit l'appel à candidatures, la faisabilité et la qualité soit de l'activité générale de l'entreprise, soit du projet soumis à son appréciation.

Section 3. — La valorisation de l'innovation

Art. 40. Lorsque le projet porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, la capacité du promoteur à valoriser, du point de vue économique et du point de vue de l'emploi, le fruit de ces activités est évaluée. Cette évaluation porte notamment sur les retombées économiques, la capacité du promoteur à pénétrer un marché, l'existence d'un marché lucratif, les perspectives d'exploitation par le promoteur ou une tierce personne et l'incidence des droits intellectuels de projets concurrents.

Section 4. — L'environnement

Art. 41. L'impact de chaque projet sur l'environnement est évalué. L'impact environnemental désigne l'ensemble des modifications qualitatives et quantitatives de l'environnement, négatives et/ou positives, engendrées par le projet.

CHAPITRE II. — Des critères d'évaluation supplémentaires spécifiques aux entreprises

Art. 42. La solidité financière de l'entreprise est évaluée en sollicitant la production d'un plan financier détaillant le financement du projet par l'entreprise.

Lorsque le projet porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, ce plan comporte les éléments permettant de juger de la capacité financière de l'entreprise à, d'une part, mener à bien les activités, et d'autre part, à exploiter les résultats attendus.

Au besoin, les preuves comptables et bancaires confirmant les données du plan financier peuvent être sollicitées.

Art. 43. Le degré de risque évident que comporte le projet est évalué de manière détaillée. Celui-ci peut être établi notamment en ce qui concerne les coûts du projet par rapport au chiffre d'affaires de l'entreprise, le temps à la mise au point du nouveau procédé ou produit, les bénéfices escomptés par rapport aux coûts du projet ou la probabilité d'échec.

Art. 44. Si le projet pour lequel une aide est sollicitée n'a pas commencé avant l'introduction de la demande, l'effet incitatif est automatiquement présent pour les mesures d'aides suivantes :

- les subventions portant sur les activités de recherche industrielle, les subventions et les avances récupérables portant sur les activités de développement expérimental et les subventions portant sur les études de faisabilité technique lorsque le promoteur est une petite entreprise ou une moyenne entreprise et lorsque le montant de l'aide est inférieur à 7,5 millions d'euros par projet et par promoteur;

- les subventions portant sur les droits de propriété industrielle;

- les subventions aux jeunes entreprises innovantes;

- les subventions portant sur les services de conseil en innovation et de soutien à l'innovation;

- les subventions portant sur l'engagement temporaire de personnel.

Pour toutes les aides non visées à l'alinéa 1^{er}, l'existence de l'effet incitatif de l'aide apportée par la Région wallonne à l'entreprise est évaluée de manière détaillée.

L'aide doit avoir comme incidence d'accroître le développement ou la reconversion de l'entreprise, la portée, le budget ou le rythme de ses activités de recherche industrielle ou de développement expérimental. L'effet incitatif peut également être vérifié eu égard à l'insertion potentielle dans des nouveaux programmes de recherche ou des réseaux, le raccourcissement des délais de mise au point, d'exploitation ou de mise sur le marché.

CHAPITRE III. — *Des critères d'évaluation supplémentaires spécifiques aux organismes publics de recherche, aux unités universitaires et aux unités de haute école*

Art. 45. L'évaluation porte sur l'excellence et l'expérience des chercheurs ou de l'unité de recherche dans le ou les domaines auxquels touche le projet, notamment en termes de publications, de personnel disponible, d'activités dans le cadre des programmes régionaux, fédéraux et européens, de collaborations internationales, de collaborations industrielles et de valorisation des résultats de recherche, et de correspondance avec les besoins potentiels des entreprises.

La qualité de la présentation du projet en fonction notamment de la clarté et de la pertinence des réponses apportées à ses interrogations est également évaluée.

CHAPITRE IV. — *Des critères d'évaluation supplémentaires spécifiques aux centres de recherche agréés*

Art. 46. L'évaluation porte sur l'excellence et l'expérience du centre de recherche agréé dans le ou les domaines auxquels touche le projet, notamment en termes de personnel et équipements disponibles, d'activités dans le cadre des programmes régionaux, fédéraux et européens, de collaborations internationales, de collaborations industrielles, de valorisation des résultats de recherche, de maîtrise des technologies émergentes et de correspondance avec les besoins des entreprises.

La qualité de la présentation du projet en fonction notamment de la clarté et de la pertinence des réponses apportées à ses interrogations ainsi que la valeur de l'encadrement scientifique, technique et fonctionnel est également évaluée.

CHAPITRE V. — *Des procédures pour l'introduction des aides*

Section 1^{re}. — Des demandes d'aides introduites dans le cadre des appels à projets

Art. 47. Un document intitulé "Appel à projets" fixe les modalités spécifiques liées aux différents appels. La langue de travail est le français ou, le cas échéant, l'allemand.

Une fois les objectifs stratégiques et les axes prioritaires arrêtés par le Gouvernement conformément à l'article 37, les appels à projets sont réalisés en conformité avec ceux-ci.

Art. 48. L'appel à projet est diffusé, au moins sur site internet et au plus tard soixante jours avant la date ultime d'introduction des projets. Cet appel comprend au minimum :

- 1° le ou les types d'entités pouvant introduire un projet;
- 2° les spécificités des projets visés par l'appel, en termes scientifiques, technologiques, industriels ou autres;
- 3° les critères d'évaluation visés aux articles 38 à 46;
- 4° les critères d'évaluation propres à l'appel;

5° la composition du jury, lequel comprend au moins un représentant du Ministre, un représentant du Ministre de l'Economie, quatre représentants du Conseil de la Politique scientifique et un représentant de l'Administration.

Par dérogation, lorsque l'appel à projet est pris sur initiative du Gouvernement et porte sur des aides aux partenariats d'innovation technologique, le jury est composé d'industriels, de représentants du monde académique spécialisés en économie régionale et d'experts internationaux;

- 6° la manière dont le jury classe les projets en fonction des critères d'évaluation;
- 7° le budget d'aide prévisionnel global réservé à l'appel;
- 8° la ou les intensités des aides au sens du décret;
- 9° la date limite de dépôt des projets;

10° le délai dans lequel le jury se réunira, ce délai ne pouvant dépasser six mois après la date limite de dépôt des projets.

Art. 49. Chaque projet fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les dix jours et mentionnant la date de réception ainsi que les coordonnées d'une personne de contact.

Art. 50. Après la date limite de dépôt des projets, ne seront pris en considération que les éléments qui sont communiqués en réponse à une demande de l'Administration dans le cadre du travail d'évaluation. La demande de l'Administration ne peut porter que sur des renseignements supplémentaires n'ayant pas pour effet de remédier à des irrégularités du projet, tel que déposé initialement.

Art. 51. L'Administration participe au processus d'évaluation en remettant un avis sur les projets introduits dans le cadre des appels à projets.

L'Administration évalue les projets selon les critères fixés dans l'appel à projets.

L'Administration peut faire appel à des experts indépendants, éventuellement internationaux, pour l'aider dans sa tâche.

L'Administration transmet au jury son avis sur l'éligibilité des projets et tous les éléments liés à l'évaluation de l'ensemble des projets.

Lorsqu'il est en possession de l'avis de l'Administration sur l'éligibilité des projets, le jury se réunit afin d'évaluer et de classer les projets.

Art. 52. Après réception de la proposition du jury sur le classement des projets, le Ministre prend la décision concernant le financement des projets.

Par dérogation, lorsqu'il s'agit d'un appel à projets pris sur initiative du Gouvernement et portant sur des aides aux partenariats d'innovation technologique, la décision est prise par le Gouvernement. Dans ce cas, le taux des aides est porté au maximum permis par le décret.

Art. 53. Lorsque le Ministre ou, dans le cas visé à l'article 52, alinéa 2, le Gouvernement a pris sa décision, l'Administration la notifie à chaque promoteur dans un délai de quinze jours.

Les informations relatives aux motifs de refus des projets non retenus peuvent être consultées par les promoteurs concernés auprès de l'Administration.

Art. 54. Pour les projets faisant l'objet d'une décision favorable, l'Administration rédige un projet de convention régissant les rapports entre la Région et le promoteur conformément à la décision prise par le Ministre ou, dans le cas visé à l'article 52, alinéa 2, par le Gouvernement, sur la base de l'avis du jury. Cette convention doit être signée par les promoteurs dans le calendrier fixé par le Ministre ou, dans le cas visé à l'article 52, alinéa 2, par le Gouvernement.

La convention porte notamment sur les éléments suivants :

- 1° les modalités de remboursement des avances récupérables;
- 2° la description du projet déposé par le promoteur;
- 3° le plan de travail et le calendrier de réalisation du projet;
- 4° le budget alloué au projet;
- 5° les dépenses admissibles;
- 6° les obligations de secret et de confidentialité;
- 7° les modalités de liquidation des aides, notamment leur périodicité;
- 8° les éléments relatifs à la propriété intellectuelle et à l'exploitation des résultats du projet;
- 9° les modalités de publicité de l'aide;
- 10° les modalités de contrôle des clauses de la convention et de la législation relative aux marchés publics.

Section 2. — Des demandes d'aides soumises à l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et environnementale, en dehors des appels à projets

Art. 55. Le promoteur souhaitant obtenir une subvention ou une avance récupérable introduit un projet auprès de l'Administration. L'introduction de la demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les dix jours et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent chargé de l'instruction du dossier. La langue de travail est le français ou, le cas échéant, l'allemand.

Art. 56. Lorsque l'Administration ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, elle demande au promoteur des éléments complémentaires, dans les trente jours de la réception du projet.

Si le promoteur ne donne pas suite à cette demande dans les trente jours de sa réception, il est censé avoir retiré le projet. Dans cette hypothèse, l'Administration notifie au promoteur la clôture du dossier. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour introduire un recours auprès du Ministre et solliciter la réouverture du dossier.

Chaque demande de renseignements complémentaires ouvre un nouveau délai de trente jours sans que le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et l'information au promoteur de la proposition motivée qui est adressée au Ministre ne dépasse cinq mois.

Cependant, le promoteur peut aviser l'Administration qu'il sollicite une prolongation de dépôt de dossier. Cette prolongation ne peut excéder une durée de quatre mois depuis la date de l'accusé de réception du projet.

Art. 57. Lorsque l'Administration possède un dossier complet, elle informe le promoteur de la proposition motivée qu'elle a l'intention d'adresser au Ministre concernant l'octroi ou le refus de l'aide sollicitée. Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant supérieur à 150.000 euros, cette proposition émane d'un collège composé d'au minimum deux membres de l'Administration. L'Administration mentionne dans sa proposition l'évaluation du projet suivant les critères généraux et spécifiques.

Dans les quinze jours de la réception de cette information, le promoteur peut adresser à l'Administration un exposé des raisons pour lesquelles il estime ne pas pouvoir marquer son accord sur la décision proposée. L'Administration mentionne dans une proposition complémentaire ses observations sur cet éventuel exposé du promoteur.

Le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et l'information au promoteur de la proposition motivée qui est adressée au Ministre ne peut dépasser trois mois.

Art. 58. L'Administration transmet au Ministre sa première proposition et, le cas échéant, sa deuxième proposition accompagnée de l'exposé du promoteur.

Art. 59. Au besoin, l'Administration rédige un projet de convention régissant les rapports entre la Région et le promoteur, dans le respect du décret et du présent arrêté.

La convention porte notamment sur les éléments suivants :

- 1° les modalités de remboursement des avances récupérables;
- 2° la description du projet déposé par le promoteur;
- 3° le plan de travail et le calendrier de réalisation du projet;
- 4° le budget alloué au projet;
- 5° les dépenses admissibles;
- 6° les obligations de secret et de confidentialité;
- 7° les modalités de liquidation des aides, notamment leur périodicité;
- 8° les éléments relatifs à la propriété intellectuelle et à l'exploitation des résultats du projet;
- 9° les modalités de publicité de l'aide;
- 10° les modalités de contrôle des clauses de la convention et de la législation relative aux marchés publics.

Art. 60. Dans un délai de trente jours à partir de l'acceptation par le Ministre du projet ou de la proposition de décision, l'Administration adresse au promoteur la décision motivée et, le cas échéant, la convention visée à l'article 59.

Les informations relatives aux motifs de refus des projets non retenus peuvent être consultées par les promoteurs concernés auprès de l'Administration.

Section 3. — Des demandes d'aides introduites dans le cadre des subventions portant sur les innovations de procédé dans les services et sur les innovations d'organisation dans les services

Art. 61. Le promoteur souhaitant obtenir une subvention introduit un projet auprès de l'Administration de l'Economie. L'introduction de la demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les dix jours et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent chargé de l'instruction du dossier. La langue de travail est le français ou, le cas échéant, l'allemand.

Art. 62. Lorsque l'Administration de l'Economie ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, elle demande au promoteur des éléments complémentaires, dans les trente jours de la réception du projet.

Si le promoteur ne donne pas suite à cette demande dans les trente jours de sa réception, il est censé avoir retiré le projet. Dans cette hypothèse, l'Administration de l'Economie notifie au promoteur la clôture du dossier. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour introduire un recours auprès du Ministre de l'Economie et solliciter la réouverture du dossier.

Chaque demande de renseignements complémentaires ouvre un nouveau délai de trente jours sans que le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et l'information au promoteur de la proposition motivée qui est adressée au Ministre de l'Economie ne dépasse cinq mois.

Cependant, le promoteur peut aviser l'Administration de l'Economie qu'il sollicite une prolongation de dépôt de dossier. Cette prolongation ne peut excéder une durée de quatre mois depuis la date de l'accusé de réception du projet.

Art. 63. Lorsque l'Administration de l'Economie possède un dossier complet, elle informe le promoteur de la proposition motivée qu'elle a l'intention d'adresser au Ministre de l'Economie concernant l'octroi ou le refus de l'aide sollicitée. Pour tout projet supérieur à 150.000 euros, cette proposition émane d'un collège composé d'au minimum deux membres de l'Administration de l'Economie. L'Administration de l'Economie mentionne dans sa proposition l'évaluation du projet suivant les critères généraux et spécifiques.

Dans les quinze jours de la réception de cette information, le promoteur peut adresser à l'Administration de l'Economie un exposé des raisons pour lesquelles il estime ne pas pouvoir marquer son accord sur la décision proposée. L'Administration de l'Economie mentionne dans une proposition complémentaire ses observations sur cet éventuel exposé du promoteur.

Le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et l'information au promoteur de la proposition motivée qui est adressée au Ministre de l'Economie ne peut dépasser trois mois.

Art. 64. L'Administration de l'Economie transmet au Ministre de l'Economie sa première proposition et, le cas échéant, sa deuxième proposition accompagnée de l'exposé du promoteur.

Art. 65. Au besoin, l'Administration de l'Economie rédige un projet de convention régissant les rapports entre la Région et le promoteur, dans le respect du décret et du présent arrêté.

La convention porte notamment sur les éléments suivants :

- 1° la description du projet déposé par le promoteur;
- 2° le plan de travail et le calendrier de réalisation du projet;
- 3° le budget alloué au projet;
- 4° les dépenses admissibles;
- 5° les obligations de secret et de confidentialité;
- 6° les modalités de liquidation des aides, notamment leur périodicité;
- 7° les éléments relatifs à la propriété intellectuelle et à l'exploitation des résultats du projet;
- 8° les modalités de publicité de l'aide;
- 9° les modalités de contrôle des clauses de la convention et de la législation relative aux marchés publics.

Art. 66. Dans un délai de trente jours à partir de l'acceptation par le Ministre de l'économie de la proposition de décision, l'Administration de l'Economie adresse au promoteur la décision motivée et, le cas échéant, la convention visée à l'article 65.

Les informations relatives aux motifs de refus des projets non retenus peuvent être consultées par les promoteurs concernés auprès de l'Administration de l'Economie.

CHAPITRE VI. — *De la vulgarisation des sciences, de la recherche et de l'innovation*

Section 1^{re}. — Des critères d'admissibilité

Art. 67. Est admissible le projet qui répond à chacune des conditions suivantes :

- 1° il est déposé par une personne morale ayant au moins un siège d'activité en Wallonie;
- 2° il a comme objectif majeur la diffusion de connaissances scientifiques ou techniques;
- 3° il n'est pas réservé à un public de spécialistes;
- 4° il contient une description du contenu de l'activité et de l'approche adoptée;
- 5° il contient un exposé des profils des personnes qui seront affectées à la réalisation du projet;
- 6° il contient un plan de travail comportant le calendrier de travail et la description des différentes tâches à réaliser;
- 7° il contient un plan financier;
- 8° il contient un plan de communication.

Section 2. — Des critères d'évaluation

Art. 68. L'évaluation du projet porte notamment sur :

- 1° la qualité de la présentation et de la rédaction de la demande de subvention;
- 2° la qualité du personnel, notamment en terme de diplôme et d'expérience professionnelle, ainsi que la qualité de l'encadrement scientifique, technique et fonctionnel affectés au projet;
- 3° les antécédents du promoteur dans le domaine concerné;
- 4° l'adéquation des ressources par rapport au projet;
- 5° l'impact escompté auprès du public-cible;
- 6° le potentiel de valorisation et de déclinaison du projet dans un autre contexte;
- 7° la qualité d'un éventuel partenariat avec un acteur de diffusion des sciences et techniques;
- 8° l'originalité, tant de la thématique que de l'approche choisie;
- 9° la démarche dans laquelle le projet s'inscrit (caractère interactif et pluridisciplinaire, lutte contre les inégalités, respect de l'environnement, etc.);
- 10° le montage financier, en cas de sources de financement multiples.

Art. 69. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou prélèvements, peut atteindre 80. La partie non couverte par la subvention est notamment financée par les éventuelles recettes liées au projet, par d'autres interventions publiques ou privées et par des apports en nature valorisés au prix du marché.

Titre V. — De la subvention et de l'avance récupérable

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions communes aux subventions et avances récupérables

Art. 70. Un arrêté du Ministre, ou s'il échet du Gouvernement, détermine notamment l'objet, le montant et le bénéficiaire de la subvention ou de l'avance récupérable.

Art. 71. Le promoteur adresse à l'Administration :

1° au cours de la réalisation des activités couvertes par l'aide :

a) des rapports d'activités, accompagnées du relevé des dépenses afférentes à la période à laquelle ils se rapportent;

b) des rapports scientifiques et techniques;

2° des rapports d'exploitation des activités couvertes par l'aide;

3° des rapports d'utilisation des résultats des activités couvertes par l'aide;

4° des rapports relatifs aux indicateurs tels que prévus à l'article 123, du décret;

5° des rapports d'évaluation aux échéances convenues.

Art. 72. La forme, le contenu et la fréquence des rapports visés à l'article 71 sont déterminés dans l'arrêté visé à l'article 70.

Chacun de ces rapports doit parvenir à l'Administration dans les trente jours suivant la période à laquelle il se rapporte.

Art. 73. Le promoteur informe l'Administration par écrit et dans un délai n'excédant pas trente jours de toute :

1° modification apportée à ses statuts;

2° modification de son actionnariat affectant plus du cinquième de son capital;

3° opération affectant de manière significative, soit son capital, soit la nature de ses activités, soit la localisation de celles-ci.

CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques aux avances récupérables

Art. 74. Toute convention comprend un scénario circonstancié d'issue favorable, laquelle correspond à la réussite commerciale du projet notamment en termes de chiffre d'affaires, de volume de vente, de parts de marchés et, s'il échet, d'insertion dans les réseaux.

En cas de réussite supérieure à l'issue favorable du projet, le remboursement de l'avance récupérable, intérêts compris, ne peut excéder deux fois son montant nominal.

Art. 75. Le taux d'intérêt appliqué aux remboursements est l'Euribor à un an majoré de 100 points de base. Il s'agit du taux en vigueur le premier jour du mois de l'arrêté d'octroi.

CHAPITRE III. — Du remboursement de la subvention ou de l'avance récupérable

Art. 76. Le promoteur rembourse à la Région wallonne, sur la demande de l'Administration, la différence entre les montants liquidés et les montants acceptés par l'Administration après contrôle de la justification des dépenses :

1° en cas de suspension ou de retrait de la subvention ou de l'avance récupérable;

2° en cas de renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable;

3° lorsque les activités couvertes par l'aide prennent fin.

Art. 77. Sur la demande de l'Administration, le promoteur rembourse à la Région wallonne tout ou partie de la différence entre les montants liquidés et les montants acceptés par l'Administration après contrôle de la justification des dépenses, lorsque cette différence excède la part de la subvention ou de l'avance récupérable dans les dépenses admissibles prévues pour les trois mois à venir.

Art. 78. En cas de suspension de la subvention ou de l'avance récupérable en vertu de l'article 79, 3° et 4°, ou en cas de retrait de la subvention ou de l'avance récupérable, ne sont prises en considération que les dépenses se rapportant à la période antérieure à la réception par le promoteur de la notification de la suspension ou du retrait non précédé de suspension.

En cas de renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable de la part du promoteur, ne sont prises en considération que les dépenses se rapportant à la période antérieure à l'envoi par le promoteur de sa renonciation.

CHAPITRE IV. — De la suspension et du retrait de la subvention ou de l'avance récupérable

Art. 79. Le Ministre peut suspendre la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable :

1° en cas de non-respect de l'article 72, alinéa 2;

2° en cas de non-respect de l'article 73;

3° lorsque le promoteur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de concordat, d'une mise en liquidation, volontaire ou non, ou d'une dissolution;

4° lorsque la mauvaise situation financière du promoteur compromet la bonne exécution du projet ou les perspectives d'exploitation des résultats du projet par le promoteur;

5° en cas d'évaluation négative suite aux rapports remis en vertu de l'article 71, 5°.

Art. 80. Le Ministre peut retirer au promoteur le bénéfice de la subvention ou de l'avance récupérable :

1° dans les cas visés à l'article 79, 3°, 4° et 5°;

2° lorsqu'il apparaît raisonnablement qu'en raison de modifications majeures intervenues dans le contexte économique et technique, les objectifs, tels qu'évalués au moment de l'instruction du projet, ne sont plus à la portée du promoteur.

Dans tous les cas de retraits visés à l'alinéa 1^{er}, la Région wallonne clôture la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable.

Art. 81. L'Administration peut retirer au promoteur le bénéfice de la subvention ou de l'avance récupérable lorsque le promoteur est demeuré plus de quarante-cinq jours ouvrables sans donner suite à une mise en demeure d'exécuter une de ses obligations que l'Administration lui a notifiée par lettre recommandée à la poste. Dans ce cas :

- 1° la Région wallonne clôture la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable;
- 2° le promoteur qui bénéficie d'une subvention est tenu de rembourser à la Région wallonne l'ensemble des montants liquidés au titre de la subvention, après déduction des montants déjà remboursés;
- 3° le promoteur qui bénéficie d'une avance récupérable est tenu de rembourser à la Région wallonne l'ensemble des montants liquidés au titre d'avance récupérable, après déduction des montants déjà remboursés.

CHAPITRE V. — De la renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable

Art. 82. Le promoteur peut renoncer à la subvention ou à l'avance récupérable au cours des activités couvertes par l'aide, dans la mesure où l'y autorisent des stipulations, relatives à la subvention ou à l'avance récupérable, qui le lieraient à la Région wallonne.

Titre VI. — Du Comité de suivi interdépartemental

Art. 83. Il est constitué un Comité de suivi interdépartemental comportant notamment des agents des services administratifs du Gouvernement compétents en matière de recherche, d'innovation technologique et d'économie. Le Comité se réunit au minimum quatre fois par an.

Le Ministre et le Ministre de l'Économie en arrêtent conjointement la composition et les modalités de fonctionnement.

Art. 84. Le Comité de suivi interdépartemental a principalement pour mission :

- 1° de décliner en propositions de mesures opérationnelles les objectifs stratégiques et les axes prioritaires arrêtés en vertu de l'article 117 du décret, en examinant notamment l'adéquation entre ces objectifs et axes, d'une part, et les aides existantes et leurs modalités d'octroi, d'autre part;
- 2° d'inclure en conséquence dans ces propositions les éventuelles modifications, notamment légales ou réglementaires, qu'il serait opportun d'apporter quant aux aides existantes et à leurs modalités d'octroi;
- 3° de veiller à ce que les mesures opérationnelles adoptées soient appliquées conformément aux objectifs stratégiques et aux axes prioritaires arrêtés en vertu de l'article 117 du décret;
- 4° de superviser la mise en œuvre des indicateurs arrêtés en vertu de l'article 123, 1°, du décret;
- 5° de superviser la mise en œuvre des modalités de collecte, d'analyse et de diffusion arrêtées en vertu de l'article 123, 2°, du décret;
- 6° d'élaborer une proposition quant aux modalités de l'aide à compartiments visée à l'article 121 du décret, en veillant notamment à son articulation avec les aides et incitants publics, autres que ceux que vise le décret, en matière d'exploitation et de commercialisation de produits, procédés ou services innovants;
- 7° d'élaborer des propositions de mesures favorisant la bonne articulation entre les aides que vise le décret et les aides relevant de la politique de la Région wallonne en matière de développement économique;
- 8° d'élaborer des propositions de mesures favorisant la bonne réorientation de projets entre ces deux catégories d'aides;
- 9° d'élaborer des propositions de mesures homogénéisant autant que possible les conventions et les documents administratifs relatifs à ces deux catégories d'aides;
- 10° d'élaborer des propositions de mesures permettant le partage optimal d'outils méthodologiques communs pour l'évaluation des projets introduits et le suivi des projets soutenus;
- 11° d'informer le Gouvernement et d'élaborer des propositions d'actions lorsqu'une mesure envisagée ou prise par une autre entité publique est susceptible d'avoir un effet significatif sur la politique de la Région wallonne en matière de recherche, d'innovation technologique et de développement économique.

Titre VII. — Dispositions finales

Art. 85. Les délais que vise le présent arrêté sont suspendus chaque année du 16 juillet au 15 août et du 21 décembre au 31 décembre.

Lorsqu'un délai que vise le présent arrêté vient à expiration un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé jusqu'au premier jour suivant qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié légal.

Art. 86. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 1988 relatif à l'exécution d'actions et de programmes de promotion technologique;
- 2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1992 relatif à la composition et au fonctionnement du Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne;
- 3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 relatif aux aides et interventions pour la recherche et les technologies;
- 4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 relatif à l'agrément des centres collectifs de recherche;
- 5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 modifiant la définition de la "petite ou moyenne entreprise" au sens du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies.

Art. 87. Le décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2008.

Art. 88. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2008.

Art. 89. La Ministre de la Recherche et le Ministre de l'Économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 septembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

Annexe

La présente annexe définit le "coefficient R" visé à l'article 10 de l'arrêté.

L'analyse des ressources financières des centres de recherche est fondée sur les douze références précisées dans le tableau suivant :

Références	Intitulé	Contenu du financement	Type
Réf. 1	Déclarations de créance (DC) introduites à la DGTRE à charge du Ministre de la Recherche y inclus les aides FEDER / FSE	recherche collective guidance technologique programmes structurels et contrepartie RW pour la recherche (exclusion d'équipement et bâtiment)	S
Réf. 2	DC DGTRE et FEDER équipement exclusivement	programmes structurels et contrepartie RW pour l'équipement scientifique et technologique	S
Réf. 3	DC DGTRE FEDER bâtiment exclusivement	programmes structurels et contrepartie RW pour les bâtiments	S
Réf. 4	DC FSE dans le cadre des Obj. 1, 2 et 3	programmes structurels et contrepartie RW pour la formation et la promotion	S
Réf. 5	DC autres autorités publiques	sources internationales (hors programmes européens), fédérales ou provinciales	R
Réf. 6	DC CE	projets de recherche PC avec un boni RW* possible	R
Réf. 7	Cotisations obligatoires	fixées par des lois ou règlements	R
Réf. 8	Cotisations volontaires	définies par le centre	R
Réf. 9	Facturations tiers	recettes des prestations de services**	R
Réf. 10	Recettes licences	cessions de licence et royalties	R
Réf. 11	Dotations publiques	spécifiques aux OIP	S
Réf. 12	Autres	ACTIVA, AR 258, FOREm, ONEm, AWEX...	S
Réf. 13	TOTAL des références 1 à 12		-

* : cette bonification de la RW est à intégrer dans la Réf. 1 - DC de la RW

** : y compris les facturations de sous-traitance faites pour les entreprises et dont le financement est acquis dans le cadre d'aides RW (exemples : avances récupérables ou études de faisabilité à Titre de support technique)

Les ressources d'un centre sont regroupées en 2 catégories et 5 rubriques. Ces rubriques servent à définir des ratios de dépendance et de performance du centre.

Catégories "Subsides" - S :

- subsides de "fonctionnement" : Réf. 1, 4, 11 et 12;

- subsides d'investissement : Réf. 2 et 3.

Catégorie "Recettes" - R :

- recettes liées à l'activité industrielle : Réf. 9 et 10;

- recettes liées à l'activité de recherche ou d'expertises publiques, hors financements de la Région wallonne : Réf. 5 et 6;

- recettes de cotisations : Réf. 7 et 8.

Le "coefficient R" est déterminé de la manière suivante :

$$R = (\text{Réf. 5} + \text{Réf. 6} + \text{Réf. 7} + \text{Réf. 8} + \text{Réf. 9} + \text{Réf. 10}) / \text{Réf. 13}$$

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie.

Namur, le 18 septembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3724

[2008/203738]

18. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere der Artikel 20 und 87, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, insbesondere der Artikel 74, 77, 110, 117, 119, 120, 122 Abs. 2, und 133;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 1988 über die Durchführung von Aktionen und Programmen zur Förderung der Technologie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 1992 über die Zusammensetzung und Arbeitsweise des Beratungsausschusses für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass vom 1. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 bezüglich der Beihilfen und Beteiligungen für die Forschung und die Technologien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 über die Zulassung der kollektiven Forschungszentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2005 zur Abänderung der Definition des kleinen oder mittleren Betriebs im Sinne des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien;

Aufgrund des am 9. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, das am selben Tag vom Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region bestätigt worden ist;

Aufgrund des am 9. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. Juni 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 22. August 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45.016/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen und des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

Beschließt:

Titel I. — Definitionen**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die neuen Technologien und die Forschung gehören;

3° "Projektträger": eine oder mehrere juristische Personen, die kraft des Dekrets zur Beantragung einer Beihilfe ermächtigt sind;

4° "Verwaltung": die administrativen Dienststellen der Regierung, die mit den Aktionen der Wallonischen Region auf dem Gebiet der neuen Technologien und der Forschung beauftragt sind;

5° "Wirtschaftsverwaltung": die administrativen Dienststellen der Regierung, die mit den Aktionen der Wallonischen Region auf dem wirtschaftlichen Gebiet beauftragt sind;

6° "Projekt": die gesamten Dokumente eines Projektträgers, die die verfolgten Ziele und die sowohl menschlichen als auch materiellen Mittel, um sie zu erreichen, beschreiben, ob es sich um Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen handelt;

7° "Rat für die Wissenschaftspolitik": der "Conseil de la Politique scientifique", der durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Schaffung eines "Conseil de la Politique scientifique" in der Wallonischen Region eingerichtet worden ist.

Art. 2 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten die Definitionen des Dekrets für die Wörter und Ausdrücke "Regierung", "industrielle Forschung", "experimentelle Entwicklung", "Prozessinnovation", "betriebliche Innovation", "technologische Betreuung", "Technologieüberwachung", "Kleinunternehmen", "Mittelunternehmen", "Großunternehmen", "unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe", "Unternehmen", "öffentliche Forschungseinrichtung", "Universitätseinheit", "Hochschuleinheit", "innovatives Jungunternehmen", "Forschungszentrum", "zugelassenes Forschungszentrum" und "technologische Innovationspartnerschaft".

Titel II. — Die Zulassung der ForschungszentrenKAPITEL I. — *Bedingungen für die Gewährung der Zulassung**Abschnitt 1 — Grundsatz*

Art. 3 - Um im Sinne des Dekrets zugelassen zu werden, muss ein Forschungszentrum am Tag des Zulassungsantrags den acht Bedingungen genügen, die in Artikel 4 bis 11 angeführt sind.

Abschnitt 2 — Die Rechtspersönlichkeit

Art. 4 - Das Forschungszentrum verfügt über eine eigene Rechtspersönlichkeit.

Abschnitt 3 — Durchführung von Forschungsaktivitäten mit industrieller Zweckbestimmung

Art 5 - Das Forschungszentrum hat als Ziel oder Gesellschaftszweck die Durchführung von Forschungsaktivitäten mit industrieller Zweckbestimmung, die:

- 1° wesentlich unter die industrielle Forschung oder experimentelle Entwicklung fallen, und
- 2° Unternehmen interessieren könnten, die den Bedürfnissen eines Sektors oder eines technologischen Bereichs gegenüberstehen, und
- 3° in bedeutendem Maße Partnerschaften mit Universitäten und Hochschulen geschlossen haben oder an europäischen Rahmenprogrammen oder sonstigen internationalen Programmen beteiligt sind, und
- 4° hauptsächlich auf die Unternehmen abgestimmt sind, denen das Zentrum einen Mehrwert bringen kann, und
- 5° die Entwicklung und Instandhaltung seiner Fachkunde und Grundfertigkeit bewirken.

Abschnitt 4 — Die Weiterverfolgung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts

Art. 6 - Das Forschungszentrum hält sich ständig über die in Belgien wie im Ausland in den unter ihre Zuständigkeit fallenden und ein hohes Potenzial an industriellen Innovationen bietenden Bereichen eingetretenen wissenschaftlichen und technischen Fortschritte auf dem Laufenden.

Es nimmt regelmäßig mit den Unternehmen Kontakt auf, um ihnen seine Dienstleistungen im betreffenden Bereich vorzuschlagen.

Abschnitt 5 — Zusammensetzung des Verwaltungsrats oder des ständigen Ausschusses

Art. 7 - Der Verwaltungsrat oder ständige Ausschuss des Forschungszentrums umfasst mindestens 50 Prozent Vertreter der Unternehmen, mit je nach dem Sektor einer ausgeglichen Verteilung zwischen Klein- und Mittelunternehmen einerseits und Großunternehmen andererseits. Diese Vertreter der Unternehmen sind:

- 1° Personen, die Forschungs- oder Führungsfunktionen ausüben in Unternehmen, die in einem Sektor oder technologischen Bereich tätig sind, mit dem sich das Forschungszentrum beschäftigt;
- 2° Personen, die zusammen von den Mitgliedern des Verwaltungsrats oder des ständigen Ausschusses vorgestellt werden, und die unter 1° erwähnte Personen sind.

Der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss umfasst mehr Personen, die unter Absatz 1, 1° als Personen, die unter Absatz 1, 2° erwähnt sind.

Der Vorsitz über den Verwaltungsrat oder den ständigen Ausschuss wird einem Vertreter der Unternehmen anvertraut oder wird abwechselnd von dem Vertreter der Unternehmen und den anderen Mitgliedern geführt.

Der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss kann unter seinen Mitgliedern einen technischen Ausschuss bilden, der damit beauftragt wird, die durchzuführenden Aktivitäten im Bereich der Forschung, der Technologieüberwachung und der technologischen Betreuung zu validieren und ihm mitzuteilen. Diese Mitteilung beachtet die Interessen des Forschungszentrums und seiner Partner- oder Kundenunternehmen, was die Vertraulichkeit der Angaben betrifft.

Abschnitt 6 — Die Führung einer analytischen Buchhaltung

Art. 8 - Das Forschungszentrum führt eine analytische Buchhaltung über seine Aktivitäten.

Diese Buchführung:

- 1° genügt den belgischen Buchführungsnormen,
- 2° ermöglicht es insbesondere, die Zweckbestimmung der öffentlichen Beihilfen und Beteiligungen, die das Forschungszentrum erhält, zu kontrollieren, und zu prüfen, ob der Preis der zugunsten der Unternehmen erbrachten Dienstleistungen den Marktregeln genügt.

Abschnitt 7 — Das Bestehen eines Betriebssitzes in der Wallonischen Region

Art. 9 - Das Forschungszentrum verfügt über mindestens einen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region, außer wenn es dem Gesetzerlass vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Statuts zur Gründung und zur Arbeitsweise von Zentren, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts der verschiedenen Zweige der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, unterliegt.

Abschnitt 8 — Selbstfinanzierungskapazität

Art. 10 - Das Forschungszentrum verfügt über eine ausreichende Selbstfinanzierungskapazität, um die finanziellen Gegenleistungen, die mit seinen Dienstleistungs- oder Forschungsaktivitäten verbunden sind, zu erbringen, und um zur Instandhaltung und Erneuerung der Ausstattungen und Gerätschaften, die für seine Aktivitäten erforderlich sind, beizutragen.

Die Einnahmen des Forschungszentrums, die sich aus der industriellen Aktivität, der Forschungsaktivität oder öffentlichen Gutachten und aus den Beiträgen mit Ausnahme der Finanzierungen der Wallonischen Region ergeben, müssen 50% der globalen Einnahmen überschreiten. Das Forschungszentrum erreicht dieses Ziel binnen einer Frist von zwei Jahren, wenn der in der Anlage zu vorliegendem Erlass bestimmte Koeffizient R über 30 Prozent und unter 50 Prozent liegt, und binnen einer Frist von fünf Jahren, wenn dieser selbe Koeffizient unter 30 Prozent liegt, wobei diese Fristen ab dem 1. Juli 2008 laufen.

Abschnitt 9 — Die Erstellung eines strategischen Aktionsplans

Art. 11 - Zur Unterstützung des Zulassungsantrags übermittelt das Forschungszentrum einen Plan zur Beschreibung der Aktionen, die es binnen der nächsten 36 Monaten zu führen beabsichtigt.

Dieser Plan umfasst ebenfalls die Verpflichtung des Forschungszentrums, die Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung nach Artikel 13 bis 17 vorliegenden Erlasses zu beachten, sowie die Beschreibung der eingesetzten Mittel, um dieses Ziel zu erreichen.

*KAPITEL II. — Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung**Abschnitt 1 — Grundsatz*

Art. 12 - Für die Beibehaltung seiner Zulassung im Sinne des Dekrets muss das Forschungszentrum neben den für die Gewährung der Zulassung erforderlichen Bedingungen nach Artikel 4 bis 11 binnen einer Frist von zwei Jahren ab seiner Zulassung den folgenden fünf Bedingungen nach Artikel 13 bis 17 genügen.

Abschnitt 2 — Die Veröffentlichung eines Jahresberichts

Art. 13 - Das Forschungszentrum veröffentlicht einen Jahresbericht, in dem der Ablauf und die Ergebnisse seiner verschiedenen Tätigkeiten erläutert werden. Dieser Bericht umfasst wenigstens die folgenden Rubriken: die Zusammensetzung des Verwaltungsrats oder des ständigen Ausschusses, die Zusammensetzung des technischen Ausschusses, die Synthese der finanziellen Ergebnisse des Jahres und die Entwicklung des Personals, die aktuellen Forschungsprogramme, die wichtigsten Ergebnisse der vollendeten Forschungen und die industriellen Auswirkungen der Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung, die strukturierten Kooperationen, die erreichten Qualitätsnormen, die verfügbaren Dienstleistungen zugunsten der Unternehmen, die bemerkenswerten Ausstattungen und die Mittel zur Bekanntmachung der Ergebnisse.

Abschnitt 3 — Einhaltung der Normen für das Qualitätsmanagement und für das Umweltmanagement

Art. 14 - Um sein Ansehen bei der wissenschaftlichen und industriellen Gemeinschaft und den Ruhm seiner Dienstleistungen und Produkte zu sichern, genügt das Forschungszentrum den Normen für das Qualitätsmanagement und für das Umweltmanagement, die in den Bereichen, in denen es seine Tätigkeiten ausübt, wesentlich sind.

Abschnitt 4 — Organisation der Tätigkeiten auf der Grundlage der Bedürfnisse und der Typologie der Unternehmen

Art. 15 - Das Forschungszentrum organisiert seine Tätigkeiten auf der Grundlage der Bedürfnisse und der Typologie der Unternehmen.

Zu diesem Zweck entwickelt es geeignete Instrumente, insbesondere in Absprache mit der Agentur für die technologische Belebung und der Verwaltung

Abschnitt 5 — Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung, der technologischen Übertragung und des technologischen Audits

Art. 16 - Für die Unternehmen, die in den Bereichen, die in die Zuständigkeit des Forschungszentrums fallen, an sein wissenschaftliches oder technisches Know-how appellieren, führt das Forschungszentrum mit seinen eigenen menschlichen und materiellen Mitteln Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung und Übertragung aus, in der Form von Dienstleistungen, die aus technologischen Audits in Verbindung mit Verfahren oder Produkten bestehen, oder von Empfehlungen für die Orientierung der Unternehmen auf technologische Kompetenzen, einschließlich deren, die von anderen Forschungszentren, Universitätseinheiten oder anderen Hochschuleinheiten angeboten werden.

Gegebenenfalls kann das Forschungszentrum in Absprache mit Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten arbeiten, um die Übertragung der Technologie auf die Industrie zu fördern.

Es nimmt regelmäßig mit den Unternehmen Kontakt auf, um ihnen seine Dienstleistungen im betreffenden Bereich vorzuschlagen.

Abschnitt 6 — Verbreitung der Ergebnisse

Art. 17 - Das Forschungszentrum organisiert die Verbreitung der Ergebnisse der in Artikel 5 erwähnten Aktivitäten und der in Artikel 6 erwähnten Fortschritte zugunsten der Unternehmen und der anderen zugelassenen Forschungszentren anhand eines leicht zugänglichen und oft aktualisierten Systems, unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, bestimmte Ergebnisse geheim zu halten.

KAPITEL III. — Der Zulassungsausschuss

Art. 18 - Der in Artikel 76 des Dekrets erwähnte Zulassungsausschuss setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

- 1° einem Vertreter des Minister-Präsidenten;
- 2° einem Vertreter des Wirtschaftsministers;
- 3° einem Vertreter des Ministers;
- 4° zwei Mitgliedern der Verwaltung;
- 6° einem Sachverständigen mit wissenschaftlicher Orientierung;
- 7° einem Sachverständigen mit wirtschaftlicher und finanzieller Orientierung;
- 8° einem Sachverständigen im Bereich der Zertifizierung;
- 9° vier Vertretern des Rats für die Wissenschaftspolitik, die vom Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region bezeichnet werden.

Art. 19 - Die Regierung ernennt die in Artikel 18, 1° und 2° erwähnten Mitglieder des Zulassungsausschusses auf Vorschlag des betroffenen Ministers. Sie ernennt die in Artikel 18, 3° bis 8° erwähnten Mitglieder des Zulassungsausschusses auf Vorschlag des Ministers. Sie ernennt die in Artikel 18, 9° des Dekrets erwähnten Mitglieder des Zulassungsausschusses auf Vorschlag des Rats für die Wissenschaftspolitik.

Art. 20 - Das Mandat eines Mitglieds des Zulassungsausschusses läuft am Ende des sechsten Kalenderjahrs nach demjenigen, im Laufe dessen die Regierung es ernannt hat, ab. Es ist erneuerbar.

Art. 21 - Das Mandat eines Mitglieds des Zulassungsausschusses endet vorzeitig:

1° sobald es die Eigenschaft verliert, in der es von der Regierung ernannt worden ist;

2° wenn es die Regierung darüber informiert, dass es rücktreten möchte;

3° wenn es auf Vorschlag des Zulassungsausschusses von der Regierung abgesetzt wird. In der inneren Dienstordnung des Ausschusses werden die Fälle bestimmt, in denen ein Mitglied abgesetzt werden kann.

Wenn das Mandat eines Mitglieds zu Ende geht, ernennt die Regierung ein neues Mitglied, das das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt, zu Ende führt.

Art. 22 - Der Zulassungsausschuss versammelt sich mindestens zweimal im Jahre. Seine Beschlüsse sind nur dann gültig, wenn mindestens acht seiner Mitglieder anwesend sind. Er fasst alle Beschlüsse mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder.

Art. 23 - Die Mitglieder des Zulassungsausschusses beachten stets eine strenge Geheimhaltung der Beratungen und der vertraulichen Informationen, die ihnen in ihrer Eigenschaft als Mitglied mitgeteilt werden.

Art. 24 - Der Zulassungsausschuss erstellt seine innere Dienstordnung, die er dem Minister zur Genehmigung unterbreitet.

KAPITEL IV. — *Das Zulassungsverfahren*

Art. 25 - Das Forschungszentrum, das zugelassen werden möchte, reicht seinen Zulassungsantrag ein, indem es das Formular, dessen Muster auf Vorschlag des Zulassungsausschusses vom Minister festgesetzt wird, an die Verwaltung richtet.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Antrags innerhalb von fünf Tagen nach dessen Eingang und prüft, ob er vollständig ist.

Stellt die Verwaltung fest, dass der Antrag nicht vollständig ist, so ersucht sie das Forschungszentrum innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des Antrags um zusätzliche Informationselemente. Leistet das Forschungszentrum diesem Ersuchen innerhalb von zwanzig Tagen nach dessen Eingang keine Folge, so wird davon ausgegangen, dass es seinen Antrag zurückgezogen hat.

Art. 26 - Innerhalb von sechzig Tagen nach dem Eingang des vollständigen Zulassungsantrags übermittelt die Verwaltung dem Zulassungsausschuss einen Bericht, der eine Abschrift des Zulassungsantrags und eine Zusammenfassungsvermerkung umfasst.

Bei seiner ersten oder zweiten Sitzung nach dem Eingang des Berichts der Verwaltung erarbeitet der Zulassungsausschuss den in Art. 76 des Dekrets gemeinten Vorschlag.

Innerhalb von fünf Tagen nach der Sitzung, im Laufe derer der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag erarbeitet hat, richtet der Zulassungsausschuss diesen Vorschlag an das Forschungszentrum. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des Vorschlags kann das Forschungszentrum dem Zulassungsausschuss eine schriftliche Erklärung der Gründe zukommen lassen, aus welchen es der Ansicht ist, dass es mit seinem Inhalt nicht einverstanden sein kann.

Innerhalb von fünf Tagen entweder nach dem Eingang der in Absatz 3 gemeinten Erklärung oder nach dem Ablauf der im selben Absatz erwähnten Frist von zwanzig Tagen richtet der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag an den Minister ggf. unter Beifügung der besagten Erklärung des Forschungszentrums. Diese Frist von fünf Tagen wird auf zwanzig Tage erweitert, wenn der Zulassungsausschuss dem Minister einen aufgrund der besagten Erklärung wesentlich abgeänderten Vorschlag zukommen lässt.

Art. 27 - Wenn der Minister über den Zulassungsantrag eine günstige Entscheidung trifft, verabschiedet er einen Zulassungserlass.

Wenn der Minister oder die Verwaltung über den Zulassungsantrag eine ungünstige Entscheidung trifft, unterrichtet er/sie das Forschungszentrum darüber durch ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben.

Art. 28 - Die Zulassung des Forschungszentrums gilt auf unbestimmte Dauer, es sei denn, diese Zulassung wird gemäß Artikel 32, 33 und 34 entzogen.

Art. 29 - Im Falle eines Zusammenschlusses zwischen zwei zugelassenen Forschungszentren teilt die neu geschaffene Körperschaft den Zusammenschluss dem Minister mit, der von Amts wegen einen neuen Zulassungserlass verabschiedet. Binnen zwölf Monaten wird ein Audit gemäß Artikel 30 und 31, Absatz 1 vorgenommen.

Art. 30 - Das zugelassene Forschungszentrum wird regelmäßig Audits unterworfen, um zu prüfen, ob es jeder der Zulassungsbedingungen nach Artikel 4 bis 11 und 13 bis 17 weiterhin genügt. Diese Audits werden von unabhängigen Sachverständigen durchgeführt.

Art. 31 - Die Audits nach Artikel 29 und 30 werden auf Initiative des Zulassungsausschusses oder auf Initiative der Verwaltung durchgeführt. Die Kosten für die Audits werden von der Wallonischen Region übernommen. Der Auditbericht wird an die Verwaltung gerichtet.

Das erste Audit des Forschungszentrums beginnt zwischen dem dritten und fünften Jahrestag der Verabschiedung des betreffenden Zulassungserlasses.

Jedes folgende Audit des Forschungszentrums beginnt spätestens 36 Monate nach dem Ende des vorhergehenden Audits.

Art. 32 - Die Zulassung des Forschungszentrums kann entzogen werden

1° wenn ein Audit im Sinne von Artikel 29, 30 und 31 erscheinen lässt, dass das Forschungszentrum einer der Bedingungen für die Gewährung der Zulassung nach Artikel 4 bis 11 nicht mehr genügt;

2° wenn das Forschungszentrum einer oder mehreren Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung nach Artikel 13 bis 17 immer noch nicht genügt.

Art. 33 - Innerhalb von sechzig Tagen nach dem Eingang des Auditberichts übermittelt die Verwaltung dem Zulassungsausschuss eine Kopie des Berichts und eine Zusammenfassungsvermerkung.

Bei seiner ersten oder zweiten Sitzung nach dem Eingang des Berichts der Verwaltung erarbeitet der Zulassungsausschuss den in Artikel 76 des Dekrets gemeinten Vorschlag.

Innerhalb von fünf Tagen nach der Sitzung, im Laufe derer der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag erarbeitet hat, richtet der Zulassungsausschuss diesen Vorschlag an das Forschungszentrum. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des Vorschlags kann das Forschungszentrum dem Zulassungsausschuss eine schriftliche Erklärung der Gründe zukommen lassen, aus welchen es der Ansicht ist, dass es mit seinem Inhalt nicht einverstanden sein kann.

Innerhalb von fünf Tagen entweder nach dem Eingang der in Absatz 3 gemeinten Erklärung oder nach dem Ablauf der im selben Absatz erwähnten Frist von zwanzig Tagen, richtet der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag an den Minister ggf. unter Beifügung der besagten Erklärung des Forschungszentrums. Diese Frist von fünf Tagen wird auf zwanzig Tage erweitert, wenn der Zulassungsausschuss dem Minister einen aufgrund der besagten Erklärung wesentlich abgeänderten Vorschlag zukommen lässt.

Art. 34 - Der Minister befindet über den Entzug der Zulassung eines Forschungszentrums.

In dem in Artikel 32, 2° erwähnten Fall kann der Minister die Zulassung nur dann entziehen, wenn die Nichteinhaltung einer oder mehrerer der notwendigen Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung am Ablauf eines Zeitraums von 80 Tagen nach einer Aufforderung, die die Verwaltung dem Forschungszentrum per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zustellt, weiter fortbesteht.

Der Entzug der Zulassung eines Forschungszentrums kann nur ab Abschluss einer kontradiktorischen Debatte verhängt werden.

KAPITEL V. — *Zusätzliche Aufgaben des Zulassungsausschusses*

Art. 35 - Auf Antrag der Regierung oder des Ministers untersucht der Ausschuss die Aktivitäten jedes zugelassenen Forschungszentrums und schlägt Lösungen vor, um die Synergien zwischen den Forschungszentren in der Wallonie zu verstärken, insbesondere unter Bezugnahme der strategischen Zielsetzungen und vorrangigen Achsen kraft Artikel 37. Diese Untersuchung wird dem Minister übermittelt.

Art. 36 - Auf der Grundlage einer von der Verwaltung in Zusammenarbeit mit den Forschungszentren durchgeführten Bestandsaufnahme analysiert der Ausschuss jedes Jahr die Einkünfte, über die die Forschungszentren verfügen, um ihre Selbstfinanzierungskapazität nach Artikel 10 zu prüfen. In diesem Rahmen übermitteln die zugelassenen Forschungszentren ihm alle Unterlagen, die es für seine Analyse als nützlich erachten würde. Diese Analyse wird dem Minister übermittelt.

Titel III — *Strategische Zielsetzungen und vorrangige Achsen*

Art 37 - In Zusammenarbeit mit dem Wirtschaftsminister schlägt der Minister mindestens alle fünf Jahre und dies zum ersten Mal binnen achtzehn Monaten nach dem Inkrafttreten des Dekrets der Regierung vor, die strategischen Zielsetzungen und vorrangigen Achsen nach Artikel 117 des Dekrets zu bestimmen.

Der Vorschlag des Ministers betrifft insbesondere:

1° die technologischen Bereiche, die eine kurzfristige Priorität darstellen, unter Berücksichtigung des wallonischen Potentials in Sachen Forschung, technologische Innovation und wirtschaftliche Entwicklung;

2° die Forschungsthemen und technologischen Bereiche, die eine langfristige Priorität darstellen, unter Berücksichtigung der einschlägigen Studien und vorausblickenden Bewertungen;

3° die organisatorischen und Arbeitsmodalitäten der technologischen Innovationspartnerschaften und anderen im Dekret erwähnten Partnerschaftskategorien;

4° die organisatorischen und Arbeitsmodalitäten der technologischen Innovationspartnerschaften, die in die Politik der Regierung für die wirtschaftliche Entwicklung der Region passen;

5° die einzuleitenden Aktionen, um die Entwicklung der Wallonie in Sachen Forschung und technologische Innovation zu stärken, unter Berücksichtigung der Empfehlungen, die in den wallonischen, belgischen, europäischen und internationalen Studien und Untersuchungen stehen;

6° den Informations- und Erfahrungsaustausch, und die Synergien, die mit den anderen belgischen Teilgebieten und ggf. mit den europäischen und internationalen Institutionen einzuleiten sind;

7° die etwaigen kraft Artikel 123, 1° des Dekrets festgelegten Anpassungen betreffend die Indikatoren, und die kraft Artikel 123, 2°, des Dekrets festgelegten Modalitäten betreffend die Sammlung, Analyse und Verbreitung.

Der Minister holt die Gutachten des Rats für die Wissenschaftspolitik und des interdepartementalen Begleitausschusses ein, bevor die Regierung die vorrangigen Zielsetzungen und Achsen verabschiedet.

Titel IV — *Beihilfeanträge im Sinne des Dekrets*

KAPITEL I — *Bewertungskriterien, die für alle Projektträger gelten*

Abschnitt 1 — Der innovative Charakter des Projekts

Art. 38 - Der innovative Charakter des Projekts wird bewertet; dies gilt insbesondere für seinen Beitrag zum wissenschaftlichen Fortschritt, was den Erwerb von neuen Kenntnissen betrifft.

Was die Beihilfen für innovative Jungunternehmen im Sinne von Artikel 40 bis 45 des Dekrets betrifft, wird abhängig von dem, was im Bewerberauftrag vorgesehen ist, entweder der innovative Charakter der allgemeinen Aktivität des Betriebs oder aber der innovative Charakter des der Bewertung unterworfenen Projekts eingeschätzt.

Abschnitt 2 — Qualität, technologische Machbarkeit und Relevanz des Projekts

Art. 39 - Die Qualität, technologische Machbarkeit und Relevanz des Projekts werden unter Bezugnahme der technisch-wirtschaftlichen Bedürfnisse der Wallonischen Region bewertet.

Was die Beihilfen für innovative Jungunternehmen im Sinne von Artikel 39 bis 44 des Dekrets betrifft, wird abhängig von dem, was im Bewerberauftrag vorgesehen ist, die Machbarkeit und Qualität entweder der allgemeinen Aktivität des Betriebs oder aber des der Bewertung unterworfenen Projekts eingeschätzt.

Abschnitt 3 — Die Verwertung der Innovation

Art. 40 - Wenn das Projekt Aktivitäten der industriellen Forschung oder experimentellen Entwicklung betrifft, wird die Fähigkeit des Projektträgers bewertet, die Ergebnisse dieser Aktivitäten vom wirtschaftlichen Standpunkt und vom Standpunkt der Beschäftigung her zu verwerten. Diese Bewertung betrifft insbesondere die wirtschaftlichen Auswirkungen, die Fähigkeit des Projektträgers, in einen bestimmten Markt einzudringen, das Bestehen eines gewinnbringenden Marktes, die Nutzungsperspektiven seitens des Projektträgers oder einer Drittperson, und die Konsequenzen, was die Urheberrechte von konkurrierenden Projekten betrifft.

Abschnitt 4 — Umwelt

Art. 41 - Die Auswirkungen eines jeden Projekts auf die Umwelt werden bewertet. Unter Umweltauswirkungen versteht man die gesamten, qualitativen und quantitativen, negativen und/oder positiven Änderungen der Umwelt, die auf das Projekt zurückzuführen sind.

KAPITEL II. — *Zusätzliche, für die Unternehmen spezifische Bewertungskriterien*

Art. 42 - Die finanzielle Solidität des Unternehmens wird durch die Vorlage eines Finanzplans bewertet, in dem beschrieben wird, wie das Projekt vom Unternehmen finanziert wird.

Wenn das Projekt Aktivitäten der industriellen Forschung oder experimentellen Entwicklung betrifft, enthält dieser Plan Elemente, die es ermöglichen, die finanzielle Kapazität des Unternehmens bezüglich der erfolgreichen Durchführung seiner Aktivitäten, einerseits, und der Nutzung der erwarteten Ergebnisse, andererseits, zu beurteilen.

Wenn nötig müssen buchhalterische oder Bankunterlagen vorgelegt werden, um die Angaben des Finanzplans zu bestätigen.

Art. 43 - Das offenbare Risiko des Projekts wird auf detaillierte Weise bewertet. Dieses Risiko kann insbesondere in Anbetracht der Kosten des Projekts im Verhältnis zum Umsatz des Unternehmens, der notwendigen Zeit für die Fertigstellung des neuen Verfahrens oder Produkts, der erwarteten Gewinne im Verhältnis zu den Kosten des Projekts, und der Wahrscheinlichkeit eines Misserfolgs festgelegt werden.

Art. 44 - Wenn das Projekt, für das eine Beihilfe beantragt wird, vor der Einreichung des Antrags nicht begonnen hat, gilt automatisch, dass ein Anreizelement für folgende Beihilfemaßnahmen vorhanden ist:

- Zuschüsse für Aktivitäten im Bereich der industriellen Forschung, Zuschüsse und rückforderbare Vorschüsse für Aktivitäten im Bereich der experimentellen Entwicklung und Zuschüsse für technische Machbarkeitsstudien wenn der Projektträger ein Klein- oder Mittelunternehmen ist und wenn die Höhe der Beihilfe unter 7,5 Millionen Euro pro Projekt und pro Projektträger liegt;

- Zuschüsse für die gewerblichen Schutzrechte;
- Zuschüsse für innovative Jungunternehmen;
- Zuschüsse für die Beratungs- und Förderdienstleistungen für Innovation;
- Zuschüsse für die zeitweilige Einstellung von Personal.

Für alle nicht in Absatz 1 erwähnten Beihilfen wird das Vorhandensein des Anreizelements der von der Wallonischen Region an das Unternehmen gebrachten Beihilfe auf detaillierte Weise bewertet.

Die Beihilfe muss die Entwicklung oder die Umstellung des Unternehmens, die Tragweite, den Haushalt oder den Rhythmus seiner Aktivitäten im Bereich der industriellen Forschung oder experimentellen Entwicklung fördern bzw. stärken. Das Anreizelement kann auch in Anbetracht der potentiellen Eingliederung in neue Forschungsprogramme oder Netzwerke, der Kürzung der Fristen für die Fertigstellung, Nutzung oder Vermarktung nachgewiesen werden.

KAPITEL III. — *Zusätzliche für die öffentlichen Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten spezifische Bewertungskriterien*

Art. 45 - Die Bewertung betrifft die Qualität und Erfahrung des Forschungspersonals oder der Forschungseinheit in dem oder den vom Projekt betroffenen Bereichen, insbesondere unter Bezugnahme der Veröffentlichungen, des verfügbaren Personals, der Aktivitäten im Rahmen von regionalen, föderalen und europäischen Projekten, der internationalen Zusammenarbeit, der industriellen Kooperationen u.a. hinsichtlich der Verwertung der Forschungsergebnisse, und der Übereinstimmung mit den potentiellen Bedürfnissen der Betriebe.

Die Qualität der Darstellung des Projekts insbesondere hinsichtlich der Deutlichkeit und Relevanz der Antworten auf gestellte Fragen wird ebenfalls bewertet.

KAPITEL IV. — *Zusätzliche für die zugelassenen Forschungszentren spezifische Bewertungskriterien*

Art. 46 - Die Bewertung betrifft die Qualität und Erfahrung des zugelassenen Forschungszentrums in dem oder den vom Projekt betroffenen Bereichen, insbesondere unter Bezugnahme des verfügbaren Personals und der verfügbaren Ausstattungen, der Aktivitäten im Rahmen von regionalen, föderalen und europäischen Projekten, der internationalen Zusammenarbeit, der industriellen Kooperationen u.a. hinsichtlich der Verwertung der Forschungsergebnisse, und der Übereinstimmung mit den Bedürfnissen der Betriebe.

Die Qualität der Darstellung des Projekts insbesondere hinsichtlich der Deutlichkeit und Relevanz der Antworten auf gestellte Fragen sowie die Qualität der wissenschaftlichen, technischen und funktionellen Projektbegleitung wird ebenfalls bewertet.

KAPITEL V. — *Verfahren für die Einreichung der Beihilfeanträge**Abschnitt 1 — Im Rahmen von Projektaufrufen eingereichte Beihilfeanträge*

Art. 47 - Die spezifischen Modalitäten für die verschiedenen Aufrufe werden in einem Dokument mit der Überschrift "Appel à projets" bzw. "Projektaufruf" festgelegt. Die Arbeitssprache ist Französisch oder gegebenenfalls Deutsch.

Die Projektaufrufe werden in Übereinstimmung mit den strategischen Zielen und vorrangigen Achsen durchgeführt, nachdem diese von der Regierung gemäß Artikel 37 festgelegt worden sind.

Art. 48 - Der Projektaufruf wird zumindest auf einer Webseite und spätestens 60 Tage vor dem letzten Tag der Einreichung der Projekte bekannt gegeben. Dieser Aufruf gibt mindestens Folgendes an:

- 1° die Art(en) von Körperschaften, die ein Projekt einreichen können;
- 2° die besonderen wissenschaftlichen, technologischen, industriellen, oder sonstigen Merkmale der vom Aufruf betroffenen Projekte;
- 3° die Bewertungskriterien im Sinne der Artikel 38 bis 46;
- 4° die für den Aufruf spezifischen Bewertungskriterien;
- 5° die Zusammensetzung des Ausschusses, der über die Projekte befindet, und der mindestens einen Vertreter des Ministers, einen Vertreter des Wirtschaftsministers, vier Vertreter des Rats für die Wissenschaftspolitik und einen Vertreter der Verwaltung umfasst.

In Abweichung davon besteht der Ausschuss aus Industriellen, aus auf die regionale Wirtschaft spezialisierten Vertretern der akademischen Kreise und aus internationalen Sachverständigen, wenn der Projektauftrag auf Initiative der Regierung stattfindet;

6° die Art und Weise, wie der Ausschuss die Projekte aufgrund der Bewertungskriterien einstuft;

7° die voraussichtlichen globalen Geldmittel für die vom Auftrag betroffene Beihilfe;

8° die Intensität(en) der Beihilfen im Sinne des Dekrets;

9° das äußerste Datum für die Einreichung der Projekte;

10° die Frist innerhalb deren der Ausschuss sich versammelt, die nicht mehr als 6 Monate ab dem äußersten Datum für die Einreichung der Projekte betragen darf.

Art. 49 - Jedes Projekt ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Projektträger binnen zehn Tagen zugeschickt wird, und in der der Tag des Empfangs sowie die Angaben einer Kontaktperson erwähnt werden.

Art. 50 - Nach dem äußersten Tag für die Einreichung der Projekte werden nur noch diejenigen Elemente berücksichtigt, die in Beantwortung einer Anfrage der Verwaltung im Rahmen der Bewertung mitgeteilt werden. Die Anfrage der Verwaltung darf sich nur auf zusätzliche Angaben beziehen, die nicht zum Zweck haben, Regelwidrigkeiten des ursprünglich eingereichten Projekts abzuwehren.

Art. 51 - Die Verwaltung nimmt am Bewertungsverfahren teil, indem sie ein Gutachten über die im Rahmen der Projektaufträge eingereichten Projekte abgibt.

Die Verwaltung bewertet die Projekte nach den im Projektauftrag festgelegten Kriterien.

Die Verwaltung kann an unabhängige, ggf. internationale Sachverständige appellieren, um von ihnen in ihrer Aufgabe unterstützt zu werden.

Die Verwaltung übermittelt dem Ausschuss ihre Stellungnahme über die Zulässigkeit der Projekte und alle mit der Bewertung der gesamten Projekte verbundenen Elemente.

Wenn der Ausschuss im Besitz des Gutachtens der Verwaltung über die Zulässigkeit der Projekte ist, versammelt er sich, um die Projekte zu bewerten und einzustufen.

Art. 52 - Nach dem Eingang des Vorschlags des Ausschusses zur Einstufung der Projekte fasst der Minister den Beschluss über deren Finanzierung.

In Abweichung davon wird der Beschluss von der Regierung gefasst, wenn es sich um einen auf Initiative der Regierung vorgenommenen Projektauftrag handelt, der technologische Innovationspartnerschaften betrifft. In diesem Fall wird der Satz der Beihilfen auf den vom Dekret erlaubten Höchstsatz gebracht.

Art. 53 - Wenn der Minister oder, im in Artikel 52, Absatz 2 erwähnten Fall, die Regierung ihren Beschluss gefasst hat, stellt die Verwaltung diesen jedem Projektträger binnen fünfzehn Tagen zu.

Auskünfte bezüglich der Gründe für die Ablehnung der nicht gewählten Projekte können von den betroffenen Projektträgern bei der Verwaltung angefragt werden.

Art. 54 - Für die Projekte, die Gegenstand eines positiven Beschlusses sind, erarbeitet die Verwaltung das Projekt einer Vereinbarung zur Regelung der Verhältnisse zwischen der Region und dem Projektträger gemäß dem vom Minister oder, im in Artikel 52 Absatz 2 erwähnten Fall, von der Regierung gefassten Beschluss, dies auf der Grundlage des von dem Ausschuss abgegebenen Gutachtens. Diese Vereinbarung muss von den Projektträgern innerhalb des vom Minister oder, im in Artikel 52 Absatz 2 erwähnten Fall, von der Regierung festgelegten Zeitplans unterschrieben werden.

Die Vereinbarung betrifft insbesondere die folgenden Angaben:

1° die Bestimmungen für die Rückzahlung der rückforderbaren Vorschüsse;

2° die Beschreibung des vom Projektträger eingereichten Projekts;

3° den Arbeits- und Zeitplan für die Umsetzung des Projekts;

4° die dem Projekt gewidmeten Geldmittel;

5° die zulässigen Ausgaben;

6° die Geheimhaltungs- und Vertraulichkeitsverpflichtungen;

7° die Modalitäten für die Auszahlung der Beihilfen, u.a. ihre Häufigkeit;

8° die Elemente in Bezug auf das Urheberrecht und die Nutzung der Ergebnisse des Projekts;

9° die Modalitäten für die Bekanntmachung der Beihilfe;

10° die Bestimmungen in Bezug auf die Kontrolle der Klauseln der Vereinbarung und der Gesetzgebung in Sachen öffentliche Aufträge.

Abschnitt 2 — Der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und umweltspezifischen Bewertung unterworfenen Beihilfeanträge außerhalb der Projektaufträge

Art. 55 - Der Projektträger, der einen Zuschuss oder rückforderbaren Vorschuss erhalten möchte, reicht bei der Verwaltung ein Projekt ein. Die Einreichung des Antrags ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Projektträger binnen zehn Tagen zugeschickt wird, und in der der Tag des Empfangs sowie der Name des Sachbearbeiters erwähnt werden. Die Arbeitssprache ist Französisch oder gegebenenfalls Deutsch.

Art. 56 - Wenn die Verwaltung nicht über alle für die Bewertung des Projekts notwendigen Elemente verfügt, ersucht sie den Projektträger binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des Projekts um die Zusendung der ergänzenden Elemente.

Wenn der Projektträger dieser Anfrage innerhalb von dreißig Tagen nach ihrem Eingang nicht Folge leistet, wird davon ausgegangen, dass er das Projekt zurückgezogen hat. In diesem Fall teilt die Verwaltung dem Projektträger mit, dass die Akte geschlossen ist. Dieser verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um beim Minister Einspruch einzulegen, und die Wiedereröffnung der Akte zu beantragen.

Jede Anfrage nach zusätzlichen Angaben eröffnet eine neue Frist von dreißig Tagen, ohne dass die Gesamtfrist zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts und der Mitteilung an den Projektträger des an den Minister gerichteten begründeten Vorschlags fünf Monate überschreiten darf.

Der Projektträger darf jedoch der Verwaltung mitteilen, dass er eine Fristverlängerung für die Einreichung der Akte beantragt. Diese Verlängerung darf eine Dauer von vier Monaten ab dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts nicht überschreiten.

Art. 57 - Wenn die Verwaltung über eine vollständige Akte verfügt, informiert sie den Projektträger über den begründeten Vorschlag, den sie an den Minister betreffend die Gewährung oder die Ablehnung der beantragten Beihilfe zu richten beabsichtigt. Für jedes Projekt, das Gegenstand einer Beihilfe über 150.000 Euro ist, geht dieser Vorschlag von einem Kollegium aus, das sich aus mindestens zwei Mitgliedern der Verwaltung zusammensetzt. In ihrem Vorschlag gibt die Verwaltung die Bewertung des Projekts nach allgemeinen und spezifischen Kriterien an.

Binnen fünfzehn Tag nach Eingang dieser Information kann der Projektträger der Verwaltung eine Erklärung der Gründe zukommen lassen, aus welchen er der Ansicht ist, dass er mit dem vorgeschlagenen Beschluss nicht einverstanden sein kann. In einem ergänzenden Vorschlag gibt die Verwaltung ihre Bemerkungen über diese etwaige Erklärung des Projektträgers an.

Die Gesamtfrist zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts und der Mitteilung an den Projektträger des an den Minister gerichteten begründeten Vorschlags darf nicht mehr als drei Monate betragen.

Art. 58 - Die Verwaltung übermittelt dem Minister ihren ersten Vorschlag und ggf. ihren zweiten Vorschlag, dem die Erklärung des Projektträgers beigefügt wird.

Art. 59 - Wenn nötig verfasst die Verwaltung ein Vereinbarungsprojekt zur Regelung der Verhältnisse zwischen der Region und dem Projektträger, unter Beachtung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses.

Die Vereinbarung betrifft insbesondere die folgenden Angaben:

- 1° die Bestimmungen für die Rückzahlung der rückforderbaren Vorschüsse;
- 2° die Beschreibung des vom Projektträger eingereichten Projekts;
- 3° den Arbeits- und Zeitplan für die Umsetzung des Projekts;
- 4° die dem Projekt gewidmeten Geldmittel;
- 5° die zulässigen Ausgaben;
- 6° die Geheimhaltungs- und Vertraulichkeitsverpflichtungen;
- 7° die Modalitäten für die Auszahlung der Beihilfen, u.a. ihre Häufigkeit;
- 8° die Elemente in Bezug auf das Urheberrecht und die Nutzung der Ergebnisse des Projekts;
- 9° die Modalitäten für die Bekanntmachung der Beihilfe;
- 10° die Bestimmungen in Bezug auf die Kontrolle der Klauseln der Vereinbarung und der Gesetzgebung in Sachen öffentliche Aufträge.

Art. 60 - Binnen einer Frist von dreißig Tagen ab der Annahme des Projekts oder des Beschlussvorschlags durch den Minister, richtet die Verwaltung den begründeten Beschluss und ggf. die in Artikel 59 erwähnte Vereinbarung an den Projektträger.

Auskünfte bezüglich der Gründe für die Ablehnung der nicht gewählten Projekte können von den betroffenen Projektträgern bei der Verwaltung angefragt werden.

Abschnitt 3 — Beihilfeanträge, die im Rahmen von Zuschüssen für Prozessinnovationen im Bereich der Dienstleistungen und für betriebliche Innovationen im Bereich der Dienstleistungen eingereicht werden

Art. 61 - Der Projektträger, der einen Zuschuss erhalten möchte, reicht bei der Wirtschaftsverwaltung ein Projekt ein. Die Einreichung des Antrags ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Projektträger binnen zehn Tagen zugeschickt wird, und in der der Tag des Empfangs sowie der Name des Sachbearbeiters erwähnt werden. Die Arbeitssprache ist Französisch oder gegebenenfalls Deutsch.

Art. 62 - Wenn die Wirtschaftsverwaltung nicht über alle für die Bewertung des Projekts notwendigen Elemente verfügt, ersucht sie den Projektträger binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des Projekts um die Zusendung der ergänzenden Elemente.

Wenn der Projektträger dieser Anfrage innerhalb von dreißig Tagen nach ihrem Eingang nicht Folge leistet, wird davon ausgegangen, dass er das Projekt zurückgezogen hat. In diesem Fall teilt die Wirtschaftsverwaltung dem Projektträger mit, dass die Akte geschlossen ist. Dieser verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um beim Wirtschaftsminister Einspruch einzulegen, und die Wiedereröffnung der Akte zu beantragen.

Jede Anfrage nach zusätzlichen Angaben eröffnet eine neue Frist von dreißig Tagen, ohne dass die Gesamtfrist zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts und der Mitteilung an den Projektträger des an den Minister gerichteten begründeten Vorschlags fünf Monate überschreiten darf.

Der Projektträger darf jedoch der Wirtschaftsverwaltung mitteilen, dass er eine Fristverlängerung für die Einreichung der Akte beantragt. Diese Verlängerung darf eine Dauer von vier Monaten ab dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts nicht überschreiten.

Art. 63 - Wenn die Wirtschaftsverwaltung über eine vollständige Akte verfügt, informiert sie den Projektträger über den begründeten Vorschlag, den sie an den Wirtschaftsminister betreffend die Gewährung oder die Ablehnung der beantragten Beihilfe zu richten beabsichtigt. Für jedes Projekt über 150.000 Euro geht dieser Vorschlag von einem Kollegium aus, das sich aus mindestens zwei Mitgliedern der Wirtschaftsverwaltung zusammensetzt. In ihrem Vorschlag gibt die Wirtschaftsverwaltung die Bewertung des Projekts nach allgemeinen und spezifischen Kriterien an.

Binnen fünfzehn Tag nach Eingang dieser Information kann der Projektträger der Wirtschaftsverwaltung eine Erklärung der Gründe zukommen lassen, aus welchen er der Ansicht ist, dass er mit dem vorgeschlagenen Beschluss nicht einverstanden sein kann. In einem ergänzenden Vorschlag gibt die Verwaltung ihre Bemerkungen über diese etwaige Erklärung des Projektträgers an.

Die Gesamtfrist zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts und der Mitteilung an den Projektträger des an den Minister gerichteten begründeten Vorschlags darf nicht mehr als drei Monate betragen.

Art. 64 - Die Wirtschaftsverwaltung übermittelt dem Wirtschaftsminister ihren ersten Vorschlag und ggf. ihren zweiten Vorschlag, dem die Erklärung des Projektträgers beigefügt wird.

Art. 65 - Wenn nötig verfasst die Wirtschaftsverwaltung ein Vereinbarungsprojekt zur Regelung der Verhältnisse zwischen der Region und dem Projektträger, unter Beachtung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses.

Die Vereinbarung betrifft insbesondere die folgenden Angaben:

- 1° die Beschreibung des vom Projektträger eingereichten Projekts;
- 2° den Arbeits- und Zeitplan für die Umsetzung des Projekts;
- 3° die dem Projekt gewidmeten Geldmittel;
- 4° die zulässigen Ausgaben;
- 5° die Geheimhaltungs- und Vertraulichkeitsverpflichtungen;

- 6° die Modalitäten für die Auszahlung der Beihilfen, u.a. ihre Häufigkeit;
- 7° die Elemente in Bezug auf das Urheberrecht und die Nutzung der Ergebnisse des Projekts;
- 8° die Modalitäten für die Bekanntmachung der Beihilfe;
- 9° die Bestimmungen in Bezug auf die Kontrolle der Klauseln der Vereinbarung und der Gesetzgebung in Sachen öffentliche Aufträge.

Art. 66 - Binnen einer Frist von dreißig Tagen ab der Annahme des Beschlussvorschlags durch den Wirtschaftsminister, richtet die Wirtschaftsverwaltung den begründeten Beschluss und ggf. die in Artikel 65 erwähnte Vereinbarung an den Projektträger.

Auskünfte bezüglich der Gründe für die Ablehnung der nicht gewählten Projekte können von den betroffenen Projektträgern bei der Verwaltung angefragt werden.

KAPITEL VI. — *Verbreitung der Kenntnisse im Bereich der Wissenschaften, Forschung und Innovation*

Abschnitt 1 — Zulässigkeitskriterien

Art. 67 - Um zulässig zu sein, muss das Projekt folgenden Bedingungen genügen:

- 1° es wird von einer juristischen Person hinterlegt, die mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat;
- 2° sein Hauptziel ist die Verbreitung von wissenschaftlichen oder technischen Kenntnissen;
- 3° es ist nicht auf ein Publikum von Fachleuten begrenzt;
- 4° es enthält eine Beschreibung des Inhalts der Aktivität und der angewandten Methode;
- 5° es enthält ein Profil der Personen, die mit der Durchführung des Projekts beauftragt werden;
- 6° es enthält einen Arbeitsplan mit dem Arbeitszeitplan und der Beschreibung der unterschiedlichen, durchzuführenden Aufgaben;
- 7° es enthält einen Finanzplan;
- 8° es enthält einen Kommunikationsplan.

Abschnitt 2 — Bewertungskriterien

Art. 68 - Die Bewertung des Projekts betrifft insbesondere:

- 1° die Qualität der Darstellung und der Aufstellung des Zuschussantrags;
- 2° die Qualität des mit dem Projekt beauftragten Personals, insbesondere hinsichtlich des Diploms und der beruflichen Erfahrung, sowie die Qualität der wissenschaftlichen, technischen und funktionellen Projektbegleitung;
- 3° die Erfahrung des Projektträgers im betroffenen Bereich;
- 4° die Angemessenheit der Einkünfte im Verhältnis zum Projekt;
- 5° die erwarteten Auswirkungen beim Zielpublikum;
- 6° das Potential in Sachen Verwertung und Übertragung des Projekts auf einen anderen Kontext;
- 7° die Qualität einer eventuellen Partnerschaft mit einem auf dem Gebiet der Verbreitung der Wissenschaften und Techniken tätigen Akteur;
- 8° die Originalität sowohl der Thematik als auch des gewählten Ansatzes;
- 9° den Vorgang, in den sich das Projekt eingliedert (interaktiver und fachübergreifender Charakter, Bekämpfung der Ungleichheiten, Schonung der Umwelt, usw.);
- 10° die finanzielle Montage, wenn es mehrfache Finanzierungsquellen gibt.

Art. 69 - Die Intensität des Zuschusses, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann bis 80 betragen. Der nicht vom Zuschuss gedeckte Teil wird insbesondere durch die eventuellen mit dem Projekt verbundenen Einnahmen, andere öffentliche oder private Beteiligungen und zum Marktpreis eingeschätzte Sacheinlagen finanziert.

Titel V — Zuschuss und rückforderbarer Vorschuss

KAPITEL I. — *Gemeinsame Bestimmungen für die Zuschüsse und rückforderbaren Vorschüsse*

Art. 70 - Der Gegenstand, der Betrag und der Bezugsberechtigte des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses werden durch einen Erlass des Ministers oder ggf. der Regierung festgelegt.

Art. 71 - Der Projektträger richtet folgende Unterlagen an die Verwaltung:

- 1° im Laufe der Durchführung der von der Beihilfe gedeckten Aktivitäten:
 - a) Tätigkeitsberichte, denen die Ausgabenaufstellungen bezüglich des Zeitraums, auf den sie sich beziehen, beigelegt werden;
 - b) wissenschaftliche und technische Berichte;
- 2° Berichte über den Betrieb der von der Beihilfe gedeckten Aktivitäten;
- 3° Berichte über die Nutzung der Ergebnisse der von der Beihilfe gedeckten Aktivitäten;
- 4° Berichte über die Indikatoren gemäß Artikel 123 des Dekrets;
- 5° Bewertungsberichte, gemäß den vereinbarten Fristen.

Art. 72 - Die Form, der Inhalt und die Häufigkeit der Berichte nach Artikel 71 werden im in Artikel 70 erwähnten Erlass bestimmt.

Jeder dieser Berichte muss binnen 30 Tagen nach dem Zeitraum, auf den er sich bezieht, bei der Verwaltung eingehen.

Art. 73 - Der Projektträger informiert die Verwaltung schriftlich binnen einer Frist, die 30 Tage nicht überschreitet, über:

- 1° Änderungen seiner Satzungen;
- 2° Änderungen bezüglich seiner Aktionäre, wenn sie mehr als ein Fünftel seines Kapitals betreffen;
- 3° Vorgänge, die entweder sein Kapital, die Art seiner Tätigkeiten oder deren Standort bedeutsam betreffen.

KAPITEL II. — *Spezifische Bestimmungen für die rückforderbaren Vorschüsse*

Art. 74 - Jede Vereinbarung umfasst das ausführliche Szenario eines günstigen Ergebnisses, welches einem kommerziellen Erfolg des Projektes entspricht, was den Umsatz, das Verkaufsvolumen, die Marktanteile, und ggf. die Eingliederung in Netzwerke betrifft.

Liegt der Erfolg über dem günstigen Ergebnis des Projekts, darf sich die Rückzahlung außer Zinsen des rückforderbaren Vorschusses auf nicht mehr als zweimal dessen Nennbetrag belaufen.

Art. 75 - Der auf die Rückzahlungen angewandte Zinssatz ist der Einjahres-Euribor zuzüglich 100 Basispunkten. Es handelt sich um den am ersten Tag des Monats des Erlasses zur Gewährung der Mittel gültige Satz.

KAPITEL III. — *Rückzahlung des Zuschusses und des rückforderbaren Vorschusses*

Art. 76 - Auf Antrag der Verwaltung zahlt der Projektträger der Wallonischen Region den Unterschied zwischen den ausgezahlten und den von der Verwaltung nach erfolgter Kontrolle der Begründung der Ausgaben genehmigten Beträgen zurück:

- 1° im Falle einer Aussetzung oder eines Entzugs des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses;
- 2° im Falle eines Verzichts auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss;
- 3° wenn die von der Beihilfe gedeckten Aktivitäten zu Ende geführt worden sind.

Art. 77 - Auf Antrag der Verwaltung zahlt der Projektträger der Wallonischen Region einen Teil oder die Gesamtheit des Unterschieds zwischen den ausgezahlten und den von der Verwaltung nach erfolgter Kontrolle der Begründung der Ausgaben genehmigten Beträgen zurück, wenn dieser Unterschied den Anteil des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses in den für die nächsten drei Monaten vorgesehenen zulässigen Ausgaben übertrifft.

Art. 78 - Im Falle einer Aussetzung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses kraft Artikel 79, 3° und 4°, oder im Falle eines Entzugs des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses werden nur diejenigen Ausgaben berücksichtigt, die sich auf den Zeitraum vor dem Empfang durch den Projektträger der Mitteilung der Aussetzung bzw. des Entzugs, dem keine Aussetzung vorausgeht, beziehen.

Verzichtet der Projektträger auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss, werden nur die Ausgaben berücksichtigt, die sich auf den Zeitraum vor der Mitteilung des Verzichts durch den Projektträger beziehen.

KAPITEL IV. — *Aussetzung und Entzug des Zuschusses und des rückforderbaren Vorschusses*

Art. 79 - Der Minister kann die Auszahlung des Zuschusses und des rückforderbaren Vorschusses aussetzen:

- 1° bei Nichteinhaltung von Artikel 72, Absatz 2;
- 2° bei Nichteinhaltung von Artikel 73;
- 3° wenn der Projektträger Gegenstand eines Konkurs- oder Vergleichsverfahrens, einer freiwilligen oder nicht freiwilligen Liquidation oder einer Auflösung ist;
- 4° wenn die schlechte finanzielle Lage des Projektträgers die reibungslose Durchführung des Projekts oder die Aussichten auf eine Nutzung der Projektergebnisse durch den Projektträger beeinträchtigt;
- 5° im Falle einer negativen Bewertung anschließend an die kraft Artikel 71, 5° abgegebenen Berichte.

Art. 80 - Der Minister kann dem Projektträger den Anspruch auf den Zuschuss und den rückforderbaren Vorschuss entziehen:

- 1° in den in Artikel 79, 3°, 4° und 5° erwähnten Fällen;
- 2° wenn vernünftigerweise zum Vorschein kommt, dass die Ziele, so wie sie zum Zeitpunkt der Untersuchung des Projekts bewertet waren, wegen bedeutender Änderungen der wirtschaftlichen und technischen Rahmenbedingungen vom Projektträger nicht mehr erreicht werden können.

In allen Fällen eines Entzugs nach Abs. 1 setzt die Wallonische Region der Auszahlung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses ein Ende.

Art. 81 - Die Verwaltung kann dem Projektträger den Anspruch auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss entziehen, wenn der Projektträger während mehr als fünfundvierzig Werktagen einer Aufforderung zur Durchführung einer seiner Verpflichtungen, die die Verwaltung ihm per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zugestellt hat, keine Folge gegeben hat. In diesem Fall

- 1° setzt die Wallonische Region der Auszahlung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses ein Ende;
- 2° ist der Projektträger, der einen Zuschuss erhält, verpflichtet, der Wallonischen Region die gesamten Beträge zurückzuzahlen, die ihm als Zuschuss ausgezahlt wurden, dies unter Abzug der bereits zurückgezahlten Beträge;
- 3° ist der Projektträger, der einen rückforderbaren Vorschuss erhält, verpflichtet, der Wallonischen Region die gesamten Beträge zurückzuzahlen, die ihm als rückforderbarer Vorschuss ausgezahlt wurden, dies unter Abzug der bereits zurückgezahlten Beträge;

KAPITEL V. — *Verzicht auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss*

Art. 82 - Der Projektträger kann im Laufe der von der Beihilfe gedeckten Aktivitäten auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss verzichten, insofern Bestimmungen bezüglich des Zuschusses oder rückforderbaren Vorschusses, die ihn mit der Wallonischen Region verbinden würden, dies erlauben.

Titel VI — *Der interdepartementale Begleitausschuss*

Art. 83 - Es wird ein interdepartementaler Begleitausschuss gebildet, der insbesondere aus auf dem Gebiet der Forschung, der technologischen Innovation und der Wirtschaft fachkundigen Bediensteten der administrativen Dienststellen der Regierung zusammengesetzt ist. Der Ausschuss kommt mindestens viermal im Jahr zusammen.

Der Minister und der Wirtschaftsminister legen im Einvernehmen die Zusammensetzung und Arbeitsweise des Ausschusses fest.

Art. 84 - Die hauptsächlichen Aufgaben des interdepartementalen Begleitausschusses bestehen darin,

1° die kraft Artikel 117 des Dekrets festgelegten strategischen Zielsetzungen und vorrangigen Achsen in operative Maßnahmen umzusetzen, indem insbesondere die Übereinstimmung zwischen diesen Zielsetzungen und Achsen einerseits und den bestehenden Beihilfen und ihren Gewährungsmodalitäten andererseits untersucht wird;

2° die eventuellen gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Abänderungen, die an den bestehenden Beihilfen und ihren Gewährungsmodalitäten der Zweckmäßigkeit wegen anzubringen sind, in diese Vorschläge einzuarbeiten;

3° dafür zu sorgen, dass die angenommenen operativen Maßnahmen gemäß den kraft Artikel 117 des Dekrets festgelegten strategischen Zielsetzungen und vorrangigen Achsen angewandt werden;

4° die Anwendung der kraft Artikel 123, 1° des Dekrets bestimmten Indikatoren zu überwachen;

5° die Anwendung der kraft Artikel 123, 2° des Dekrets bestimmten Modalitäten für die Sammlung, Analyse und Verbreitung zu überwachen;

6° einen Vorschlag betreffend die Modalitäten der Beihilfe mit Kompartimenten nach Artikel 121 des Dekrets auszuarbeiten, indem insbesondere für die Harmonisierung mit anderen, nicht im Dekret erwähnten öffentlichen Beihilfen und Anreizen auf dem Gebiet der Nutzung und Vermarktung von innovativen Produkten, Verfahren oder Dienstleistungen gesorgt wird;

7° Vorschläge für Maßnahmen zur Förderung der Harmonisierung zwischen den im Dekret erwähnten Beihilfen und Beihilfen im Rahmen der Politik der Wallonischen Region zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung auszuarbeiten;

8° Vorschläge für Maßnahmen zur Förderung der Reorientierung von Projekten zwischen diesen beiden Kategorien von Beihilfen auszuarbeiten;

9° Vorschläge für Maßnahmen zur optimalen Vereinheitlichung der Vereinbarungen und Verwaltungsunterlagen betreffend diese beiden Kategorien von Beihilfen auszuarbeiten;

10° Vorschläge von Maßnahmen zur optimalen Teilung von gemeinsamen methodologischen Instrumenten für die Bewertung der eingereichten Projekte und die Verfolgung der unterstützten Projekte auszuarbeiten;

11° die Regierung zu informieren und Vorschläge für Aktionen auszuarbeiten, wenn eine von einer anderen öffentlichen Körperschaft geplante oder getroffene Maßnahme eine bedeutende Wirkung auf die Politik der Wallonischen Region in Sachen Forschung, technologische Innovation und wirtschaftliche Entwicklung haben könnte.

Titel VII — Schlussbestimmungen

Art. 85 - Die in vorliegendem Erlass erwähnten Fristen werden jedes Jahr zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 21. Dezember und dem 31. Dezember unterbrochen.

Wenn eine in vorliegendem Dekret erwähnte Frist an einem Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertag abläuft, wird sie bis zum erstfolgenden Tag, der kein Samstag, Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist, verlängert.

Art. 86 - Folgende Bestimmungen werden außer Kraft gesetzt:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 1988 über die Durchführung von Aktionen und Programmen zur Förderung der Technologie;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 1992 über die Zusammensetzung und Arbeitsweise des Beratungsausschusses für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 bezüglich der Beihilfen und die Beteiligungen für die Forschung und die Technologien;

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 über die Zulassung der kollektiven Forschungszentren;

5° Das Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2005 zur Abänderung der Definition des kleinen oder mittleren Betriebs im Sinne des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien.

Art. 87 - Das Dekret tritt am 1. Oktober 2008 in Kraft.

Art. 88 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2008 in Kraft.

Art. 89 - Die Ministerin für Forschung und der Minister für Wirtschaft werden in ihrem jeweiligen Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. September 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Anlage

In vorliegender Anlage wird der Koeffizient R im Sinne von Artikel 10 des Erlasses definiert.

Die Untersuchung der finanziellen Ressourcen der Forschungszentren beruht auf den zwölf in nachstehender Tabelle angegebenen Referenzen:

Referenzen	Bezeichnung	Inhalt der Finanzierung	Typ
Ref. 1	Bei der DGTRE eingereichte Forderungsanmeldungen (FA) zu Lasten des Ministers für Forschung, einschließlich der EFRE/ESF Beihilfen	Kollektive Forschung technologische Betreuung Strukturprogramme und Gegenleistung WR für Forschung (exkl. Ausrüstung und Gebäude)	S
Ref. 2	FA DGTRE und EFRE ausschließlich Ausrüstung	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für die wissenschaftliche und technologische Ausrüstung	S
Ref. 3	FA DGTRE und EFRE ausschließlich Gebäude	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für die Gebäude	S
Ref. 4	FA ESF im Rahmen der Ziele 1, 2 und 3	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für die Ausbildung und Förderung	S
Ref. 5	FA andere öffentliche Behörden	internationale (außer der europäischen Programme), föderale oder provinzielle Quellen	R
Ref. 6	FA EG	Forschungsprojekte "PC" mit einem möglichen Bonus der WR*	R
Ref. 7	Obligatorische Beiträge	in Gesetzen oder Regelungen bestimmt	R
Ref. 8	Freiwillige Beiträge	vom Zentrum bestimmt	R
Ref. 9	Inrechnungstellung Drittpersonen	Einnahmen aus Dienstleistungen**	R
Ref. 10	Einnahmen aus Lizenzen	Abtretung von Lizenzen und Lizenzgebühren	R
Ref. 11	Öffentliche Dotationen	spezifisch für Einrichtungen öffentlichen Interesses	S
Ref. 12	Sonstige	ACTIVA, AR 258, FOREm, ONEm, AWEX...	S
Ref. 13	GESAMT für Referenzen 1 bis 12		-

*: dieser Bonus der WR ist in die Ref. 1 - FA der WR mit ein zu berechnen

** : einschließlich der Rechnungen von Subunternehmern für die Unternehmen, deren Finanzierung im Rahmen von Beihilfen der WR angenommen worden ist (z.B. rückforderbare Vorschüsse oder Machbarkeitsstudien im Sinne der technischen Unterstützung)

Die Einnahmequellen eines Zentrums werden in 2 Kategorien und 5 Rubriken eingeteilt. Diese Rubriken dienen dazu, die Abhängigkeits- und Leistungsdaten des Zentrums zu bestimmen.

Kategorien "Zuschüsse" - S:

- Funktionszuschüsse: Ref. 1, 4, 11 und 12;

- Investitionszuschüsse: Ref. 2 und 3.

Kategorie "Einnahmen" - R:

- Einnahmen in Zusammenhang mit der industriellen Tätigkeit: Ref. 9 und 10;

- Einnahmen in Zusammenhang mit der Forschungsaktivität oder den öffentlichen Sachverständigenberichten, außerhalb jeglicher Finanzierung der WR: Ref. 5 und 6;

- Einnahmen aus Beiträgen: Ref. 7 und 8.

Der "Koeffizient R" wird wie folgt bestimmt:

$$R = (\text{Ref. 5} + \text{Ref. 6} + \text{Ref. 7} + \text{Ref. 8} + \text{Ref. 9} + \text{Ref. 10}) / \text{Ref. 13}$$

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. September 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3724

[2008/203738]

18 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, inzonderheid op de artikelen 74, 77, 110, 117, 119, 120, 122, lid 2, en 133;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 oktober 1988 betreffende de uitvoering van handelingen en programma's van technologische bevordering;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 betreffende de samenstelling en de werking van het Oriëntatiecomité ter bevordering van het onderzoek en van de technologieën in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van 1 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 betreffende de steun aan en de tussenkomsten voor het onderzoek en de technologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 betreffende de erkenning van de collectieve onderzoekscentra;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot wijziging van de begripsomschrijving "kleine of middelgrote onderneming" in de zin van het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën;

Gelet op het advies van de Raad voor Wetenschapsbeleid (Raad voor Wetenschapsbeleid), gegeven op 9 juli 2008 en dezelfde dag goedgekeurd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 juni 2008;

Gelet op advies nr. 45.016/2/V van de Raad van State, gegeven op 22 augustus 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen en van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

Besluit :

Titel I. — Begripsomschrijvingen.

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "het decreet" : het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

2° "de Minister" : de Minister bevoegd voor nieuwe technologieën en onderzoek;

3° "de promotor" : één of meerdere rechtspersonen die krachtens het decreet een tegemoetkoming mogen vragen;

4° "het bestuur" : de bestuurlijke diensten van de Regering die de acties van het Waalse Gewest voeren op het vlak van nieuwe technologieën en onderzoek;

5° "het Bestuur Economie" : de bestuurlijke diensten van de Regering die de acties van het Waalse Gewest voeren op het vlak van economie;

6° "het project" : de gezamenlijke documenten die van één promotor afkomstig zijn en waarin de nagestreefde doelstellingen en de zowel menselijke als materiële middelen voor de verwezenlijking ervan in termen van product, procédé of dienstverlening omschreven worden;

7° "de Raad voor Wetenschapsbeleid" : de Raad voor Wetenschapsbeleid opgericht bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende oprichting van een Raad voor Wetenschapsbeleid in het Waalse Gewest.

Art. 2. In de zin van dit besluit worden de woorden "Regering", "industriële onderzoek", "experimentele ontwikkeling", "procédé-innovatie", "organisatie-innovatie", "technologische voorlichting", "technologische bewaking", "kleine onderneming", "middelgrote onderneming", "grote onderneming", "niet-autonome onderneming van beperkte omvang", "onderneming", "publieke onderzoeksorganisatie", "universitaire afdeling", "afdeling van een hogeschool", "innoverende starter", "onderzoekscentrum", "erkend onderzoekscentrum" en "samenwerkingsverband voor technologische innovatie" verstaan zoals ze in het decreet worden omschreven.

Titel II. — Erkenning van de onderzoekscentra**HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de toekenning van de erkenning***Afdeling 1. — Beginsel*

Art. 3. Om erkend te worden in de zin van dit decreet, moet een onderzoekscentrum op de dag van de erkenningsaanvraag voldoen aan de acht verkrijgingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 4 tot 11.

Afdeling 2. — Rechtspersoonlijkheid

Art. 4. Het onderzoekscentrum beschikt over een eigen rechtspersoonlijkheid.

Afdeling 3. — Verwezenlijking van onderzoeksactiviteiten met een industrieel doel

Art. 5. Het onderzoekscentrum heeft een maatschappelijk doel dat ertoe strekt onderzoeksactiviteiten met een industrieel doel te verwezenlijken die tegelijk :

- 1° hoofdzakelijk onder het industrieel onderzoek of de experimentele ontwikkeling vallen;
- 2° de belangstelling zouden kunnen wekken van ondernemingen die geconfronteerd worden met de behoeften van een technologische sector of een technologisch vakgebied;
- 3° op significante wijze deel uitmaken van samenwerkingsverbanden met de universiteiten of de hogescholen of van deelnames aan de Europese kaderprogramma's of andere internationale programma's;
- 4° bij voorrang gericht zijn op de ondernemingen waaraan het centrum een toegevoegde waarde kan verlenen;
- 5° de ontwikkeling of de instandhouding van haar know-how of haar vaardigheden als gevolg hebben.

Afdeling 4. — Opvolging van de wetenschappelijke en technische vooruitgang

Art. 6. Het onderzoekscentrum houdt zich permanent op de hoogte van de wetenschappelijke en technische vooruitgang die in België en in het buitenland wordt geboekt op gebieden waarvoor ze de vaardigheden bezit en die gekenmerkt zijn door een hoog potentieel aan industriële innovaties.

Het neemt regelmatig contact op met de ondernemingen om hen haar diensten terzake aan te bieden.

Afdeling 5. — Samenstelling van een raad van bestuur of een vast comité

Art. 7. De raad van bestuur of het vast comité van het onderzoekscentrum omvat minstens 50 percent vertegenwoordigers van de ondernemingen met een evenwichtige verspreiding, afhankelijk van de sector, tussen kleine en middelgrote ondernemingen enerzijds en grote ondernemingen anderzijds. Die vertegenwoordigers van de ondernemingen zijn :

- 1° personen die onderzoeks- of leidinggevende functies uitoefenen in ondernemingen van een sector of een technologisch domein beoogd door het onderzoekscentrum;
- 2° personen die samen zijn voorgedragen door de leden van de raad van bestuur of het vast comité die personen zijn waarvan sprake onder 1°.

De raad van bestuur of het vast comité bevat meer personen waarvan sprake in lid 1, 1°, dan personen waarvan sprake in lid 1, 2°.

Het voorzitterschap van de raad van bestuur of van het vast comité komt een vertegenwoordiger van de ondernemingen toe of wordt ingesteld volgens het roteringsbeginsel tussen de vertegenwoordiger van de onderneming en de andere leden.

De raad van bestuur of het vast comité kan in eigen kring een technisch comité oprichten dat belast is met de bekrachtiging en de mededeling van de te verwezenlijken activiteiten inzake onderzoek, technologische bewaking en technologische voorlichting. Bij die mededeling wordt, inzake vertrouwelijkheid; het belang geëerbiedigd van het onderzoekscentrum of van de onderneming die zijn partners of klanten zijn.

Afdeling 6. — Het voeren van een analytische boekhouding

Art. 8. Het onderzoekscentrum voert een analytische boekhouding van zijn activiteiten.

Die boekhouding :

- 1° leeft de Belgische boekhoudnormen na;
- 2° maakt het onder meer mogelijk de aanwending van de steun en de overheidstegemoetkomingen voor het onderzoekscentrum na te gaan, evenals het feit dat de prijs van de dienstverlening aan de ondernemingen de regels van de markt in acht neemt.

Afdeling 7. — Voorhandenzijn van een vestigingseenheid in het Waalse Gewest

Art. 9. Het onderzoekscentrum beschikt over minstens één vestigingseenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest, behalve indien het valt onder de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek.

Afdeling 8. — Financiële draagkracht

Art. 10. Het onderzoekscentrum beschikt over voldoende financiële draagkracht om de financiële tegenprestaties in verband met zijn dienstverlenings- of onderzoeksactiviteiten te dekken en om bij te dragen tot het onderhoud en de hernieuwing van de uitrustingen en het materieel nodig voor zijn activiteiten.

De inkomsten van het onderzoekscentrum in verband met de industriële activiteit, de onderzoeksactiviteit, de openbare expertises of de bijdragen, de financiering van het Waalse Gewest niet meegerekend, moeten 50 percent hoger zijn dan de globale bestaansmiddelen. Het onderzoekscentrum bereikt die doelstelling binnen de twee jaar als de coëfficiënt R, omschreven in de bijlage bij dit besluit, hoger is dan 30 percent en lager dan 50 percent, en binnen de vijf jaar als diezelfde coëfficiënt lager is dan 30 percent, waarbij die termijnen ingaan op 1 juli 2008.

Afdeling 9. — Opstelling van een strategisch actieplan

Art. 11. Ter staving van de erkenningsaanvraag maakt het onderzoekscentrum een plan over waarin de acties die hij voornemens is te ondernemen in de 36 komende maanden, omschreven worden.

Dat plan houdt eveneens de verbintenis van het onderzoekscentrum in om de instandhoudingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 13 tot 17 van dit besluit na te leven, evenals de omschrijving van de middelen die daarvoor aangewend worden.

*HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor het behoud van de erkenning**Afdeling 1. — Beginsel*

Art. 12. Voor het behoud van zijn erkenning in de zin van het decreet moet het onderzoekscentrum, naast de verkrijgingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 4 tot 11, binnen een termijn van twee jaar te rekenen van zijn erkenning, de vijf voorwaarden waarvan sprake in de artikelen 13 tot 17 vervullen.

Afdeling 2. — Publicatie van een jaarverslag

Art. 13. Het onderzoekscentrum brengt een jaarverslag uit waarin het verloop en de resultaten van zijn verschillende activiteitensoorten uiteengezet worden. Dat verslag omvat minstens de volgende rubrieken: de samenstelling van de raad van bestuur of van het vast comité, de samenstelling van het technisch comité, de samenvatting van de financiële resultaten van het jaar en de evolutie van het personeel, de lopende onderzoeksprogramma's, de voornaamste resultaten van de voleindigde onderzoeksdaeden en de industriële impact van de activiteiten inzake technologische bewaking, de gestructureerde samenwerkingsverrichtingen, de verworven kwaliteitsnormen, de voor de ondernemingen beschikbare diensten, de waardevolle uitrustingen en de instrumenten voor de verspreiding van de resultaten.

Afdeling 3. — Naleving van de normen voor het kwaliteits- en leefmilieumanagement

Art. 14. Om zijn bekendheid in de wetenschappelijke en industriële gemeenschap en de reputatie van zijn dienstverlening en zijn producten te vestigen, voldoet het onderzoekscentrum aan de normen voor het kwaliteitsmanagement en aan de normen voor het leefmilieumanagement die essentieel zijn in de gebieden waaronder zijn activiteiten vallen.

Afdeling 4. — Organisatie van zijn activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen

Art. 15. Het onderzoekscentrum organiseert zijn activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen.

Daartoe ontwikkelt het de geschikte instrumenten, meer bepaald in overleg met het "Agence de stimulation technologique" (Agenschap voor technologische stimulering) en met het Bestuur.

Afdeling 5. — Activiteiten inzake technologische voorlichting, transfers en audits

Art. 16. Het onderzoekscentrum verwezenlijkt voor de ondernemingen die om zijn wetenschappelijke of technische expertise vragen in de gebieden waarvoor het de vaardigheden bezit, met zijn eigen menselijke en materiële middelen, activiteiten inzake technologische voorlichting of transfers in de vorm van dienstverlenende prestaties die bestaan uit technologische audits verbonden aan procédés of producten of in de vorm van adviezen voor de oriëntering van de ondernemingen naar technologische vaardigheden, met inbegrip van die welke de andere onderzoekscentra, de universitaire of de hogeschoolafdelingen aanbieden.

In voorkomend geval kan het onderzoekscentrum in overleg werken met de universitaire afdelingen en de afdelingen van hogescholen om de technologische transfer naar het industriële weefsel te bevorderen.

Het neemt regelmatig contact op met de ondernemingen om hen haar diensten terzake aan te bieden.

Afdeling 6. — Verspreiding van de resultaten

Art. 17. Het onderzoekscentrum organiseert ten behoeve van de ondernemingen en de andere erkende onderzoekscentra middels een vlot bereikbaar en vaak bijgewerkt instrumentarium de verspreiding van de resultaten van de activiteiten waarvan sprake in artikel 5 en de vooruitgang waarvan sprake in artikel 6, rekening houdend met het noodzakelijke vertrouwelijk karakter van sommige resultaten.

HOOFDSTUK III. — Erkenningscommissie

Art. 18. De Erkenningscommissie waarvan sprake in artikel 76 van het decreet bestaat uit:

1° één vertegenwoordiger van de Minister-President;

2° één vertegenwoordiger van de Minister van Economie;

3° één vertegenwoordiger van de Minister;

4° twee leden van het Bestuur;

6° één expert met een wetenschappelijke oriëntatie;

7° één expert met een economische en financiële oriëntatie;

8° één expert inzake certificering;

9° vier vertegenwoordigers van de Raad voor Wetenschapsbeleid aangewezen door de de "Conseil économique et social de la Région Wallonne".

Art. 19. De Regering benoemt de leden van de Erkenningscommissie waarvan sprake in artikel 18, 1° en 2°, op de voordracht van de betrokken Minister. De Regering benoemt de leden van de Erkenningscommissie waarvan sprake in artikel 18, 3° en 8°, op de voordracht van de Minister. De Regering benoemt de leden van de Erkenningscommissie waarvan sprake in artikel 18, 9° en 8°, op de voordracht van de Raad voor Wetenschapsbeleid.

Art. 20. Het mandaat van een lid van de Erkenningscommissie verstrijkt op het einde van het zesde kalenderjaar volgend op het jaar waarin de Regering hem benoemt heeft. Het is hernieuwbaar.

Art. 21. Het mandaat van een lid van de Erkenningscommissie wordt voortijdig beëindigd:

1° zodra het de hoedanigheid verliest waarin de Regering het lid benoemde;

2° als het de Regering meedeelt ontslag te willen nemen;

3° als het wederroepen wordt door de Regering op voorstel van de Erkenningscommissie. Het huishoudelijk reglement van de Commissie stelt de gevallen vast waarin een lid wederroepen kan worden.

Indien het mandaat van een lid beëindigd wordt, benoemt de Regering een nieuw lid, dat het mandaat voltooit van degene die het vervangt.

Art. 22. De Erkenningscommissie vergadert minstens twee keer per jaar. Zij beraadslaagt op rechtsgeldige wijze als minstens acht leden aanwezig zijn. Zij treft elke beslissing bij absolute meerderheid der aanwezige leden.

Art. 23. De leden van de Erkenningscommissie leven te allen tijde de geheimhouding van de beraadslagen en van de vertrouwelijke informatie die ze in hun hoedanigheid van lid krijgen, strikt na.

Art. 24. De Erkenningscommissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat ze ter goedkeuring aan de Minister voorlegt.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenningsprocedure*

Art. 25. Het onderzoekscentrum dat erkend wenst te worden dient zijn erkenningsaanvraag in door het formulier waarvan het model door de Minister bepaald wordt op voorstel van de Erkenningscommissie behoorlijk ingevuld naar het Bestuur te zenden.

Het Bestuur bericht ontvangst van de aanvraag binnen de vijf dagen na ontvangst ervan en gaat na of de aanvraag volledig is.

Als het Bestuur vaststelt dat de aanvraag onvolledig is, vraagt het de aanvullende gegevens op bij het onderzoekscentrum binnen de twintig dagen na de ontvangst van de aanvraag. Als het onderzoekscentrum geen gevolg geeft aan dat verzoek binnen de twintig dagen na ontvangst ervan, wordt het geacht zijn aanvraag te hebben ingetrokken.

Art. 26. Binnen de zestig dagen na de ontvangst van de volledige erkenningsaanvraag richt het Bestuur een verslag aan de Erkenningscommissie waarin een afschrift van de erkenningsaanvraag en een samenvatting begrepen zijn.

Bij haar eerste of tweede vergadering na de ontvangst van het verslag van het Bestuur werkt de Erkenningscommissie het voorstel uit waarvan sprake in artikel 76 van het decreet.

Binnen de vijf dagen na de vergadering waarin zij haar voorstel heeft uitgewerkt, richt de Erkenningscommissie dat voorstel aan het onderzoekscentrum. Binnen de twintig dagen na de ontvangst van het voorstel kan het onderzoekscentrum een schriftelijke uiteenzetting aan de Erkenningscommissie richten met de redenen waarom het meent niet te kunnen instemmen met de inhoud ervan.

Binnen de vijf dagen na ofwel de ontvangst van de uiteenzetting waarvan sprake in lid 3 ofwel het verstrijken van de termijn van twintig dagen waarvan sprake in hetzelfde lid richt de Erkenningscommissie zijn voorstel aan de Minister samen met de eventuele uiteenzetting van het onderzoekscentrum. Die termijn van vijf dagen wordt op twintig dagen gebracht als de Erkenningscommissie een in functie van die uiteenzetting significant gewijzigd voorstel aan de Minister richt.

Art. 27. Wanneer de Minister de erkenningsaanvraag inwilligt, neemt hij een erkenningsbesluit aan.

Wanneer de Minister de erkenningsaanvraag niet inwilligt, brengen hij of het Bestuur het onderzoekscentrum daar bij ter post aangetekend schrijven van op de hoogte.

Art. 28. De erkenning van het onderzoekscentrum heeft een onbepaalde duur, tenzij die erkenning ingetrokken wordt overeenkomstig artikelen 32, 33 en 34.

Art. 29. In geval van fusie tussen twee erkende onderzoekscentra geeft de nieuw opgerichte eenheid kennis van de fusie aan de Minister, die van ambtswege een nieuw erkenningsbesluit aanneemt. Binnen de twaalf maanden wordt er een audit uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 30 en 31, lid 1.

Art. 30. Het erkende onderzoekscentrum wordt periodiek aan audits onderworpen om na te gaan of het blijft beantwoorden aan elke erkenningsvoorwaarde waarvan sprake in de artikelen 4 tot 11 en de artikelen 13 tot 17. Die audits worden uitgevoerd door onafhankelijke deskundigen.

Art. 31. De audits waarvan sprake in de artikelen 29 en 30 worden uitgevoerd op initiatief van de Erkenningscommissie of op initiatief van het Bestuur. De kosten van de audits worden door het Waalse Gewest overgenomen. Het auditverslag wordt aan het Bestuur gericht.

De eerste audit van het onderzoekscentrum vangt aan tussen de derde en de vijfde verjaardag van de aanneming van het desbetreffende erkenningsbesluit.

Elke latere audit van het onderzoekscentrum vangt uiterlijk zesendertig maanden na het einde van de vorige audit aan.

Art. 32. De erkenning van het onderzoekscentrum kan worden ingetrokken :

1° als uit een audit waarvan sprake in de artikelen 29, 30 en 31 blijkt dat het onderzoekscentrum niet meer voldoet aan de voorwaarden voor de verkrijging van de erkenning waarvan sprake in de artikelen 4 tot 11;

2° als het onderzoekscentrum in strijd blijft met één of meerdere voorwaarden waarvan sprake in de artikelen 13 tot 17 voor het behoud van de erkenning.

Art. 33. In de zestig dagen na de ontvangst van het auditverslag richt het Bestuur een afschrift van het verslag en een synthesesnota aan de Erkenningscommissie.

Bij haar eerste of tweede vergadering na de ontvangst van het verslag van het Bestuur werkt de Erkenningscommissie het voorstel uit waarvan sprake in artikel 76 van het decreet.

Binnen de vijf dagen na de vergadering waarin zij haar voorstel heeft uitgewerkt, richt de Erkenningscommissie dat voorstel aan het onderzoekscentrum. Binnen de twintig dagen na de ontvangst van het voorstel kan het onderzoekscentrum een schriftelijke uiteenzetting aan de Erkenningscommissie richten met de redenen waarom het meent niet te kunnen instemmen met de inhoud ervan.

Binnen de vijf dagen na ofwel de ontvangst van de uiteenzetting waarvan sprake in lid 3 ofwel het verstrijken van de termijn van twintig dagen waarvan sprake in hetzelfde lid richt de Erkenningscommissie zijn voorstel aan de Minister samen met de eventuele uiteenzetting van het onderzoekscentrum. Die termijn van vijf dagen wordt op twintig dagen gebracht als de Erkenningscommissie een in functie van die uiteenzetting significant gewijzigd voorstel aan de Minister richt.

Art. 34. De Minister spreekt zich over de intrekking van de erkenning van een onderzoekscentrum uit.

In het geval waarvan sprake in artikel 32, 2°, kan de Minister de erkenning pas intrekken als de niet-naleving van één of meerdere erkenningsvoorwaarden voortduurt bij verstrijken van de tachtig dagen na een ingebrekestelling die het Bestuur aan het onderzoekscentrum heeft gericht bij ter post aangetekend schrijven.

De intrekking van de erkenning van een onderzoekscentrum kan pas uitgesproken worden na afloop van een tegensprekelijk debat.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomende opdrachten van de Erkenningscommissie*

Art. 35. De Commissie analyseert op verzoek van de Regering of de Minister de activiteiten van elk erkend onderzoekscentrum en stelt oplossingen voor die de samenwerking kunnen aanhalen tussen de onderzoekscentra in Wallonië door zich met name te baseren op de strategische doelstellingen en de hoofdlijnen bepaald krachtens artikel 37. De analyse wordt aan de Minister medegedeeld.

Art. 36. Jaarlijks analyseert de Commissie op grond van een overzicht dat het Bestuur heeft uitgevoerd in samenwerking met de onderzoekscentra de bestaansmiddelen van laatstgenoemden om na te gaan welke hun in artikel 10 bedoelde financiële draagkracht is. In dat kader maken de erkende onderzoekscentra hem elk stuk over dat zij voor haar analyse nuttig acht. De analyse wordt aan de Minister medegedeeld.

Titel III. — Strategische doelstellingen en hoofdlijnen

Art. 37. Minstens elke vijf jaar en voor de eerste keer binnen de achttien maanden na de inwerkingtreding van het decreet stelt de Minister in samenwerking met de Minister van Economie aan de Regering voor om de strategische doelstellingen en de hoofdlijnen waarvan sprake in artikel 117 van het decreet te bepalen.

Het voorstel van de Minister heeft meer bepaald betrekking op :

1° de technologische vakgebieden die een prioriteit op korte termijn zijn rekening houdend met het Waalse potentieel inzake onderzoek, technologische innovatie en economische ontwikkeling;

2° de onderzoeksthema en de technologische vakgebieden die een prioriteit op middellange termijn vormen, rekening houdend met de prospectieve onderzoeken en beoordelingen terzake;

3° de nadere organisatie- en werkregels van de samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie en de andere soorten samenwerkingsverbanden die het decreet vernoemt;

4° de nadere organisatie- en werkregels van de samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie die opgenomen zijn in de beleidslijnen van de Waalse Regering voor de economische ontwikkeling van het Gewest;

5° de te treffen maatregelen voor de versterking van de ontwikkeling van Wallonië op het vlak van onderzoek en technologische innovatie met navolging van de aanbevelingen opgenomen in de Waalse, Belgische, Europese en internationale onderzoeken en studies;

6° de informatie-uitwisselingen, de uitwisselingen van ervaringen en de samenwerkingsverbanden die opgezet moeten worden met de andere Belgische deelgebieden en, in voorkomend geval, met de Europese en internationale instellingen;

7° de eventuele aanpassingen aan de indicatoren bepaald krachtens artikel 123, 1°, van het decreet en de nadere regels voor de inzameling, de analyse en de verspreiding bepaald krachtens artikel 123, 2°, van het decreet.

De Minister verzoekt om de adviezen van de Raad voor Wetenschapsbeleid en van het interdepartementale opvolgingscomité voor de doelstellingen en hoofdlijnen door de Regering aangenomen worden.

Titel IV. — Tegemoetkomingsaanvragen bedoeld bij het decreetHOOFDSTUK I. — *Evaluatiecriteria voor alle promotoren**Afdeling 1. — Innoverend karakter van het project*

Art. 38. Het innoverend karakter van het project wordt beoordeeld en meer bepaald de bijdrage ervan aan de wetenschappelijke vooruitgang in termen van nieuw vergaarde kennis.

Wat betreft de tegemoetkomingen aan de innoverende starters bedoeld in de artikelen 40 tot 45 van het decreet worden, volgens wat bepaald wordt in de oproep tot de gegadigden, het innoverend karakter van de algemene activiteit van de onderneming of het innoverend karakter van het project dat ter beoordeling worden voorgelegd, geëvalueerd.

Afdeling 2. — Kwaliteit, technologische haalbaarheid en relevantie van het project

Art. 39. De kwaliteit, de technische haalbaarheid en de relevantie van het project worden beoordeeld ten opzichte van de technisch-economische noden van het Waalse Gewest.

Wat betreft de tegemoetkomingen aan de innoverende starters bedoeld in de artikelen 39 tot 44 van het decreet worden, volgens wat bepaald wordt in de oproep tot de gegadigden, de haalbaarheid en de kwaliteit van de algemene activiteit van de onderneming of van het project dat ter beoordeling worden voorgelegd, geëvalueerd.

Afdeling 3. — Valorisering van de innovatie

Art. 40. Wanneer het project betrekking heeft op activiteiten van industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, wordt de bekwaamheid van de promotor om de vrucht van zijn activiteiten economisch en op het vlak van de werkgelegenheid te valoriseren, beoordeeld. Die beoordeling heeft met name betrekking op de economische effecten, de capaciteit van de promotor om een markt te penetreren, het bestaan van een winstgevende markt, de perspectieven van de exploitatie door de promotor of een derde en de impact van de intellectuele rechten van concurrerende projecten.

Afdeling 4. — Leefmilieu

Art. 41. De impact van elk project op het leefmilieu wordt beoordeeld. Onder leefmilieu-impact worden de gezamenlijke kwalitatieve en kwantitatieve, negatieve en/of positieve wijzigingen verstaan die het project op het leefmilieu heeft.

HOOFDSTUK II. — *Bijkomende evaluatiecriteria, specifiek aan de ondernemingen*

Art. 42. De financiële degelijkheid van de onderneming wordt beoordeeld door haar te vragen een financieel plan voor te leggen waarin de financiering van het project door de onderneming uiteengezet wordt.

Wanneer het project betrekking heeft op activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, bevat dat plan de gegevens die het mogelijk maken de financiële draagkracht van de onderneming te beoordelen om enerzijds de activiteiten zorgvuldig uit te voeren en anderzijds de verwachte resultaten te benutten.

Desnoods kunnen de boekhoudkundige en bankbewijzen ter bevestiging van de gegevens van het financiële plan opgevraagd worden.

Art. 43. De duidelijke risicograad van het project wordt in detail beoordeeld. Die graad kan meer bepaald vastgelegd worden wat betreft de kosten van het project ten opzichte van de omzet van de onderneming, de tijd voor het afstellen van het nieuwe procédé of product, de verwachte voordelen tegenover de kosten van het project of de waarschijnlijkheid van een mislukking.

Art. 44. Als het project waarvoor een tegemoetkoming gevraagd wordt niet aangevat is voor de indiening van de aanvraag, is het aanmoedigende effect automatisch aanwezig voor de volgende tegemoetkomingsmaatregelen :

- de subsidies met betrekking tot het industrieel onderzoek, de subsidies en de terugvorderbare voorschotten met betrekking tot de experimentele ontwikkeling en de subsidies met betrekking tot de technische haalbaarheidsonderzoeken indien de promotor een kleine of middelgrote onderneming is en indien het bedrag van de tegemoetkoming lager is dan 7,5 miljoen euro per project en per promotor;
- de subsidies voor de industriële eigendomsrechten;
- de subsidies voor de innoverende starters;
- de subsidies voor advies- en steunverlening voor innovatie;
- de subsidies voor de tijdelijke indienstneming van personeel.

Voor de tegemoetkomingen die niet bedoeld zijn in lid 1 wordt het voorhandenzijn van het aanmoedigende effect van de tegemoetkoming van het Waalse Gewest aan de onderneming gedetailleerd beoordeeld.

De tegemoetkoming moet ervoor zorgen dat de ontwikkeling of de reconversie van de onderneming, het bereik, de begroting of het ritme van de activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling verhogen. Er kan eveneens naar het aanmoedigende effect gepeild worden met betrekking tot de potentiële inschakeling in nieuwe onderzoeksprogramma's of netwerken, de inkorting van termijnen voor het afstellen, inbedrijfnemen of op de markt brengen.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke bijkomende evaluatiecriteria voor de publieke onderzoeksinstellingen, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool*

Art. 45. De evaluatie heeft betrekking op de uitnemendheid en de ervaring van de onderzoekers of de onderzoeksafdeling in het gebied (de gebieden) waarop het project slaat, met name in termen van publicaties, beschikbaar personeel, activiteiten in het kader van gewestelijke, federale en Europese programma's, internationale samenwerkingsverbanden, industriële samenwerkingsverbanden en valorisering van de onderzoeksresultaten en overeenstemming met de potentiële behoeften van de ondernemingen.

De kwaliteit van de presentatie van het project in functie van met name de duidelijkheid en de relevantie van de antwoorden op zijn vragen wordt eveneens beoordeeld.

HOOFDSTUK IV. — *Bijkomende specifieke evaluatiecriteria voor de erkende onderzoekscentra*

Art. 46. De evaluatie heeft betrekking op de uitnemendheid en de ervaring van het onderzoekscentrum in het gebied (de gebieden) waarop het project slaat, met name in termen van beschikbaar personeel en apparatuur, activiteiten in het kader van gewestelijke, federale en Europese programma's, internationale samenwerkingsverbanden, industriële samenwerkingsverbanden en valorisering van de onderzoeksresultaten, beheersing van de aankomende technologieën en overeenstemming met de behoeften van de ondernemingen.

De kwaliteit van de presentatie van het project in functie van met name de duidelijkheid en de relevantie van de antwoorden op zijn vragen en de waarde van de wetenschappelijke, technische en functionele begeleiding wordt eveneens beoordeeld.

HOOFDSTUK V. — *Procedures voor de indiening van de tegemoetkomingen*

Afdeling 1. — Tegemoetkomingsaanvragen ingediend in het kader van oproepen tot indiening van projecten

Art. 47. Een document met als opschrift "oproep tot het indienen van projecten" legt de specifieke nadere regels vast voor de verschillende oproepen. De werktaal is het Frans of, in voorkomend geval, het Duits.

Als de strategische doelstellingen en de hoofdlijnen eenmaal door de Regering zijn vastgelegd overeenkomstig artikel 37, worden de oproepen tot het indienen van projecten uitgevoerd in overeenstemming ermee.

Art. 48. De oproep tot het indienen van projecten wordt minstens op de website bekendgemaakt en uiterlijk zestig dagen voor de uiterste dag voor de indiening van de projecten. Die oproep bevat minstens :

- 1° het soort of de soorten afdelingen die een project kunnen indienen;
- 2° de specificiteiten van de projecten beoogd bij de oproep in wetenschappelijke, technologische, industriële of andere termen;
- 3° de evaluatiecriteria bedoeld in de artikelen 38 tot 46;
- 4° de beoordelingscriteria eigen aan de oproep;
- 5° de samenstelling van de jury met minstens één vertegenwoordiger van de Minister, één vertegenwoordiger van de Minister van Economie, vier vertegenwoordigers van de Raad voor Wetenschapsbeleid en één vertegenwoordiger van het Bestuur.

In afwijking daarvan bestaat de jury, wanneer de oproep tot het indienen van projecten een regeringsinitiatief is en betrekking heeft op samenwerkingsverbanden voor technologische innovatie, uit industriële, vertegenwoordigers van de academische wereld, gespecialiseerd in regionale economieën en uit internationale deskundigen;

- 6° de wijze waarop de jury de projecten rangschikt in functie van de beoordelingscriteria;
- 7° het globale previsionele tegemoetkomingsbudget dat voor de oproep wordt voorbehouden;
- 8° de intensiteit(en) van de tegemoetkomingen in de zin van het decreet;
- 9° de uiterste datum voor de indiening van projecten;
- 10° de termijn waarin de jury samenkomt, waarbij die termijn niet langer mag duren dan zes maanden na de uiterste datum voor de indiening van de projecten.

Art. 49. Voor elk project wordt een ontvangstbericht verstuurd aan de promotor binnen de tien dagen, met vermelding van de datum van ontvangst en de coördinaten van een contactpersoon.

Art. 50. Na de uiterste datum voor de indiening van de projecten worden enkel de gegevens in overweging genomen die medegedeeld zijn als antwoord op een verzoek van het Bestuur in het kader van de beoordelingsarbeid. Het verzoek van het Bestuur mag enkel betrekking hebben op bijkomende inlichtingen die niet er niet toe leiden dat onregelmatigheden van het project, zoals aanvankelijk ingediend, verholpen worden.

Art. 51. Het Bestuur neemt deel aan het beoordelingsproces door advies uit te brengen op de projecten die zijn ingediend in het kader van de oproepen tot het indienen van projecten.

Het Bestuur beoordeelt de projecten volgens de criteria bepaald in de oproep tot het indienen van projecten.

Het Bestuur kan een beroep doen op onafhankelijke, eventueel internationale deskundigen, om het bij diens taak te helpen.

Het Bestuur deelt zijn mening aan de jury mee in verband met de vraag of een project in aanmerking komt, alsook alle gegevens in verband met de beoordeling van de projecten in hun geheel.

Wanneer de jury de mening van het Bestuur kent over de in aanmerking komende projecten, vergadert hij voor de beoordeling en de rangschikking van de projecten.

Art. 52. Na ontvangst van het voorstel van de jury over de rangschikking van de projecten neemt de Minister de beslissing betreffende de financiering van de projecten.

Ter afwijking wordt de beslissing door de Regering getroffen wanneer het een oproep tot het indienen van projecten betreft die door de Regering is verricht, met betrekking tot tegemoetkomingen voor samenwerkingsverbanden inzake technologische innovatie. In dat geval wordt het cijfer van de tegemoetkomingen gebracht op het maximum dat het decreet mogelijk maakt.

Art. 53. Wanneer de Minister of, in het geval waarvan sprake in artikel 52, lid 2, de Regering zijn beslissing genomen heeft, geeft het Bestuur daar kennis van aan elke promotor binnen een termijn van vijftien dagen.

De betrokken promotoren kunnen bij het Bestuur inzicht krijgen in de informatie over de motieven voor de weigering van de niet in aanmerking genomen projecten.

Art. 54. Voor de projecten waarvoor een gunstige beslissing is genomen, stelt het Bestuur een ontwerp-overeenkomst op die de betrekkingen regelt tussen het Gewest en de promotor overeenkomstig de beslissing getroffen door de Minister of, in het geval bedoeld in artikel 52, lid 2, door de Regering op grond van het advies van de jury. Die overeenkomst moet ondertekend worden door de promotoren binnen het door de Minister of, in het geval bedoeld in artikel 52, lid 2, door de Regering vastgestelde tijdsbestek.

De overeenkomst heeft met name betrekking op volgende gegevens :

1° de nadere regels voor de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten;

2° de omschrijving van het project ingediend door de promotor;

3° het werkschema en het tijdschema voor de uitvoering van het project;

4° het budget toegewezen aan het project;

5° de toelaatbare uitgaven;

6° de verplichtingen in verband met de geheimhouding en de vertrouwelijkheid;

7° de nadere regels voor de uitbetaling van de tegemoetkomingen, meer bepaald de periodiciteit ervan;

8° de gegevens in verband met de intellectuele eigendom en de benutting van de resultaten van het project;

9° de nadere regels voor de bekendmaking van de tegemoetkoming;

10° de nadere regels voor de controle van de clausules van de overeenkomst en van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

Afdeling 2. — Tegemoetkomingsaanvragen onderworpen aan de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling buiten de oproepen tot het indienen van projecten om

Art. 55. De promotor die een subsidie of een terugvorderbaar voorschot wenst te krijgen dient een project in bij het Bestuur. Voor de aanvraag die wordt ingediend wordt er een ontvangstbericht aan de promotor gericht binnen de tien werkdagen, waarbij melding wordt gemaakt van de ontvangstdatum alsmede van de naam van het personeelslid van het Bestuur dat het project behandelt. De werktal is het Frans of, in voorkomend geval, het Duits.

Art. 56. Wanneer het Bestuur niet over alle gegevens beschikt die nodig zijn voor de beoordeling van het project, worden de bijkomende gegevens bij de promotor opgevraagd binnen de dertig dagen na indiening van het project.

Als de promotor geen gevolg geeft aan dat verzoek binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan, wordt hij geacht het project te hebben ingetrokken. In dat geval deelt het Bestuur de promotor mee dat het dossier gesloten is. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van vijftien dagen om een beroep in te dienen bij de Minister en te vragen dat het dossier heropend wordt.

Elk verzoek om bijkomende inlichtingen leidt een nieuwe termijn in van dertig dagen zonder dat de totale termijn tussen de datum van het bericht van ontvangst van het project en de mededeling van het, aan de Minister gerichte, gemotiveerde voorstel aan de promotor vijf maanden mag overschrijden.

De promotor mag het Bestuur evenwel berichten dat hij om een verlenging voor de indiening van het dossier verzoekt. Die verlenging mag een duur van vier maanden vanaf het bericht van ontvangst van het project niet overschrijden.

Art. 57. Indien het Bestuur over een volledig dossier beschikt, brengt het de promotor op de hoogte van het gemotiveerde voorstel dat het voornemens is aan de Minister te richten betreffende de verlening of de weigering van de aangevraagde tegemoetkoming. Voor elk project waarvoor een tegemoetkoming wordt verleend met een hoger bedrag dan 150.000 euro, gaat dat voorstel uit van een college bestaande uit minstens twee leden van het Bestuur. Het Bestuur maakt in zijn voorstel melding van de beoordeling van het project volgens de algemene en specifieke criteria.

Binnen de vijftien dagen na de ontvangst van die mededeling kan de promotor een uiteenzetting aan het Bestuur richten met de redenen waarom hij meent niet te kunnen instemmen met de voorgestelde beslissing. Het Bestuur maakt in een bijkomend voorstel melding van zijn opmerkingen op die eventuele uiteenzetting van de promotor.

De termijn tussen de datum van het bericht van ontvangst van het project en de mededeling van het, aan de Minister gerichte, gemotiveerde voorstel aan de promotor mag in totaal de drie maanden niet overschrijden.

Art. 58. Het Bestuur maakt de Minister zijn eerste voorstel over en, in voorkomend geval, zijn tweede voorstel samen met de uiteenzetting van de promotor.

Art. 59. Desnoods stelt het Bestuur een ontwerp-overeenkomst op waarbij de betrekkingen tussen het Bestuur en de promotor geregeld worden met inachtneming van het decreet en dit besluit.

De overeenkomst heeft met name betrekking op volgende gegevens :

1° de nadere regels voor de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten;

2° de omschrijving van het project ingediend door de promotor;

3° het werkschema en het tijdschema voor de uitvoering van het project;

4° het budget toegewezen aan het project;

5° de toelaatbare uitgaven;

6° de verplichtingen in verband met de geheimhouding en de vertrouwelijkheid;

7° de nadere regels voor de uitbetaling van de tegemoetkomingen, meer bepaald de periodiciteit ervan;

8° de gegevens in verband met de intellectuele eigendom en de benutting van de resultaten van het project;

9° de nadere regels voor de bekendmaking van de tegemoetkoming;

10° de nadere regels voor de controle van de clausules van de overeenkomst en van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

Art. 60. Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de aanvaarding, door de Minister, van het project of van het voorstel tot beslissing, richt het Bestuur de gemotiveerde beslissing en, in voorkomend geval, de overeenkomst waarvan sprake in artikel 59 aan de promotor.

De betrokken promotoren kunnen bij het Bestuur inzicht krijgen in de informatie over de motieven voor de weigering van de niet in aanmerking genomen projecten.

Afdeling 3. — Tegemoetkomingsaanvragen ingediend in het kader van de subsidies met betrekking tot de procédé-innovaties in de diensten en de organisatie-innovaties in de diensten

Art. 61. De promotor die een subsidie wenst te krijgen dient een project in bij het Bestuur Economie. Voor de aanvraag die wordt ingediend wordt er een ontvangstbericht aan de promotor gericht binnen de tien werkdagen, waarbij melding wordt gemaakt van de ontvangstdatum alsmede van de naam van het personeelslid van het Bestuur dat het project behandelt. De werktaal is het Frans of, in voorkomend geval, het Duits.

Art. 62. Indien het Bestuur Economie niet over alle noodzakelijke gegevens beschikt voor de beoordeling van het project, vraagt het bijkomende gegevens op bij de promotor binnen de dertig dagen na ontvangst van het project.

Als de promotor geen gevolg geeft aan dat verzoek binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan, wordt hij geacht het project te hebben ingetrokken. In dat geval deelt het Bestuur Economie de promotor mee dat het dossier gesloten is. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van vijftien dagen om een beroep in te dienen bij de Minister van Economie en te vragen dat het dossier heropend wordt.

Elk verzoek om bijkomende inlichtingen leidt een nieuwe termijn in van dertig dagen zonder dat de totale termijn tussen de datum van het bericht van ontvangst van het project en de mededeling van het, aan de Minister van Economie gerichte, gemotiveerde voorstel aan de promotor vijf maanden mag overschrijden.

De promotor mag het Bestuur Economie evenwel berichten dat hij om een verlenging voor de indiening van het dossier verzoekt. Die verlenging mag een duur van vier maanden vanaf het bericht van ontvangst van het project niet overschrijden.

Art. 63. Indien het Bestuur Economie over een volledig dossier beschikt, brengt het de promotor op de hoogte van het gemotiveerde voorstel dat het voornemens is aan de Minister van Economie te richten betreffende de verlening of de weigering van de aangevraagde tegemoetkoming. Voor elk project waarvoor een tegemoetkoming wordt verleend met een hoger bedrag dan 150.000 euro, gaat dat voorstel uit van een college bestaande uit minstens twee leden van het Bestuur Economie. Het Bestuur Economie maakt in zijn voorstel melding van de beoordeling van het project volgens de algemene en specifieke criteria.

Binnen de vijftien dagen na de ontvangst van die mededeling kan de promotor een uiteenzetting aan het Bestuur Economie richten met de redenen waarom hij meent niet te kunnen instemmen met de voorgestelde beslissing. Het Bestuur Economie maakt in een bijkomend voorstel melding van zijn opmerkingen op die eventuele uiteenzetting van de promotor.

De totale termijn tussen de datum van het bericht van ontvangst van het project en de mededeling van het, aan de Minister van Economie gerichte, gemotiveerde voorstel aan de promotor mag in totaal de drie maanden niet overschrijden.

Art. 64. Het Bestuur Economie maakt de Minister van Economie zijn eerste voorstel over en, in voorkomend geval, zijn tweede voorstel samen met de uiteenzetting van de promotor.

Art. 65. Desnoods stelt het Bestuur Economie een ontwerp-overeenkomst op waarbij de betrekkingen tussen het Gewest en de promotor geregeld worden met inachtneming van het decreet en dit besluit.

De overeenkomst heeft met name betrekking op volgende gegevens :

1° de omschrijving van het project ingediend door de promotor;

2° het werkschema en het tijdschema voor de uitvoering van het project;

3° het budget toegewezen aan het project;

4° de toelaatbare uitgaven;

5° de verplichtingen in verband met de geheimhouding en de vertrouwelijkheid;

6° de nadere regels voor de uitbetaling van de tegemoetkomingen, meer bepaald de periodiciteit ervan;

7° de gegevens in verband met de intellectuele eigendom en de benutting van de resultaten van het project;

8° de nadere regels voor de bekendmaking van de tegemoetkoming;

9° de nadere regels voor de controle van de clausules van de overeenkomst en van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

Art. 66. Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de aanvaarding, door de Minister van Economie, van het project of van het voorstel tot beslissing, richt het Bestuur Economie de gemotiveerde beslissing en, in voorkomend geval, de overeenkomst waarvan sprake in artikel 65 aan de promotor.

De betrokken promotoren kunnen bij het Bestuur Economie inzicht krijgen in de informatie over de motieven voor de weigering van de niet in aanmerking genomen projecten.

HOOFDSTUK VI. — *Popularisering van de wetenschap, het onderzoek en de innovatie*

Afdeling 1. — Toelaatbaarheidscriteria

Art. 67. Toelaatbaar is het project dat voldoet aan alle volgende voorwaarden :

- 1° het wordt ingediend door een rechtspersoon met minstens één vestiging in Wallonië;
- 2° voornaamste doelstelling is de verspreiding van wetenschappelijke of technische kennis;
- 3° het project is niet bedoeld voor specialisten;
- 4° het omvat een omschrijving van de inhoud van de activiteit en de gekozen aanpak;
- 5° het omvat een uiteenzetting van de profielen van de personen die ingezet worden voor de verwezenlijking van het project;
- 6° het omvat een werkschema met het tijdschema en een omschrijving van de verschillende uit te voeren taken;
- 7° het omvat een financieel plan;
- 8° het omvat een communicatieplan.

Afdeling 2. — Evaluatiecriteria

Art. 68. De evaluatie van het project heeft meer bepaald betrekking op :

- 1° de kwaliteit van de presentatie en de bewoordingen van de subsidie-aanvraag;
- 2° de kwaliteit van het personeel, meer bepaald in termen van diploma en beroepservaring, evenals de kwaliteit van de wetenschappelijke, technische en functionele begeleiding van het project;
- 3° de voorgeschiedenis van de promotor in het betrokken vakgebied;
- 4° de balans tussen de geldmiddelen en het project;
- 5° de verwachte impact bij het doelpubliek;
- 6° het potentieel van de valorisering en de omzetting van het project in een andere context;
- 7° de kwaliteit van een eventueel samenwerkingsverband met een instantie die wetenschappelijke en technische kennis verspreidt;
- 8° de originaliteit, zowel wat de gekozen thematiek als de gekozen aanpak betreft;
- 9° de logica van het project (interactief en pluridisciplinair karakter, bestrijding van de ongelijke behandelingen, respect voor het leefmilieu, enz.);
- 10° de financieringsmodus, bij meervoudige geldbronnen.

Art. 69. De intensiteit van de subsidie, uitgedrukt in percentages van de toelaatbare uitgaven voor belastingen of heffingen, mag 80 bereiken. Het deel dat niet onder de subsidie valt wordt meer bepaald gefinancierd door de eventuele opbrengsten van het project, door andere overheids- of privé-interventies of door inbreng in natura waarvan de waarde in de marktprijs wordt uitgedrukt.

Titel V. — Subsidie en terugvorderbaar voorschot

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de subsidies en de terugvorderbare voorschotten*

Art. 70. Bij besluit van de Minister of, in voorkomend geval, de Regering, worden meer bepaald het doel, het bedrag en de begunstigde van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot bepaald.

Art. 71. De promotor overhandigt het Bestuur :

- 1° tijdens de uitvoering van de activiteit die onder de tegemoetkoming valt :
 - a) activiteitenverslagen, samen met het overzicht van de uitgaven met betrekking tot de periode waarop ze slaan;
 - b) wetenschappelijke en technische verslagen;
- 2° verslagen over de benutting van de activiteit die onder de tegemoetkoming valt;
- 3° verslagen over het gebruik van de resultaten van de activiteit die onder de tegemoetkoming valt;
- 4° verslagen over de indicatoren zoals bepaald in artikel 123 van het decreet;
- 5° evaluatieverslagen op de overeengekomen vervaldata.

Art. 72. De vorm, de inhoud en de frequentie van de verslagen waarvan sprake in artikel 71 worden vastgelegd in het besluit bedoeld in artikel 70.

Elk van die verslagen moet het Bestuur bereiken binnen de dertig dagen na de periode waarop ze betrekking hebben.

Art. 73. De promotor licht het Bestuur schriftelijk en binnen een termijn van minder dan dertig dagen in over iedere :

- 1° wijziging in zijn statuten;
- 2° wijziging van zijn aandeelhoudersstructuur waarbij meer dan één vijfde van zijn kapitaal betrokken is;
- 3° verrichting die een significante impact heeft ofwel op zijn kapitaal, ofwel op de aard van zijn activiteiten, ofwel op de plaats waar deze uitgevoerd worden.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke bepalingen voor de terugvorderbare voorschotten*

Art. 74. Elke overeenkomst bevat een omstandig scenario voor een succesvolle afloop die overeenstemt met het commercieel welslagen van het project, meer bepaald inzake omzet, verkoopsvolume, marktaandeel en, in voorkomend geval, inschakeling in de netwerken.

Wordt de verwachte succesvolle afronding van het project overtroffen, dan mag de terugbetaling van het terugvorderbaar voorschot, intresten meegerekend, tweemaal het nominale bedrag niet overstijgen.

Art. 75. De rentevoet die toegepast wordt voor de terugbetalingen is de Euribor op één jaar, verhoogd met 100 basispunten. Het betreft het cijfer dat geldt de eerste dag van de maand van het toekenningsbesluit.

HOOFDSTUK III. — *Terugbetaling van de subsidie of het terugvorderbare voorschot*

Art. 76. De promotor betaalt het Waalse Gewest op verzoek van het Bestuur het verschil terug tussen de uitbetaalde bedragen en de bedragen die door het Bestuur zijn aanvaard na controle van de verantwoording van de uitgaven :

1° bij opschorting of intrekking van de subsidie of het terugbetaalbaar voorschot;

2° bij afzien van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot;

3° wanneer de activiteiten die onder de tegemoetkoming vallen, beëindigd worden.

Art. 77. Op verzoek van het bestuur betaalt de promotor het Waalse Gewest het verschil geheel of gedeeltelijk terug tussen de uitbetaalde bedragen en de bedragen die door het Bestuur zijn aanvaard na controle van de verantwoording van de uitgaven wanneer dat verschil het deel van de subsidie of het terugbetaalbaar voorschot te boven gaat in de toelaatbare uitgaven bepaald voor de drie eerstvolgende maanden.

Art. 78. Bij opschorting van de subsidie of het terugvorderbare voorschot krachtens artikel 79, 3° en 4°, of bij intrekking van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot worden enkel de uitgaven in overweging genomen die betrekking hebben op de periode die voorafgaat aan de ontvangst, door de promotor, van de kennisgeving van de opschorting of van de intrekking die niet voorafgegaan wordt door een opschorting.

Als de promotor afziet van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot, worden enkel de uitgaven in overweging genomen die betrekking hebben op de periode die voorafgaat aan het tijdstip waarop de promotor meedeelt dat hij ervan afziet.

HOOFDSTUK IV. — *Opschorting en intrekking van de subsidie of het terugbetaalbaar voorschot*

Art. 79. De Minister kan de uitbetaling van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot opschorten :

1° bij niet-inachtneming van artikel 72, lid 2;

2° bij niet-inachtneming van artikel 73;

3° wanneer de promotor in een faillissements- of concordaatsprocedure verwickeld is, al dan niet vrijwillig in vereffening wordt gesteld dan wel ontbonden wordt;

4° wanneer de slechte geldtoestand van de promotor de zorgvuldige uitvoering van het project of de perspectieven voor de benutting van de resultaten van het project door de promotor in gevaar brengt;

5° bij een negatieve evaluatie ten gevolge van de verslagen ingediend krachtens artikel 71, 5°.

Art. 80. De Minister kan de promotor het voordeel van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot ontzeggen :

1° in de gevallen bedoeld in artikel 79, 3°, 4° en 5°;

2° als redelijkerwijs blijkt dat de doelstellingen, zoals beoordeeld op het tijdstip van de behandeling van het project, wegens aanzienlijke wijzigingen in de economische en technische context niet meer in het bereik van de promotor liggen.

In alle gevallen van intrekking bedoeld in lid 1 beëindigt het Waalse Gewest de uitbetaling van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot.

Art. 81. Het bestuur kan de promotor het voordeel van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot ontzeggen wanneer de promotor meer dan vijftien werkdagen lang geen gevolg gegeven heeft aan een ingebrekestelling om één van zijn verplichtingen uit te voeren waarvan het Bestuur hem bij ter post aangetekend schrijven kennis heeft gegeven. In dat geval :

1° beëindigt het Waalse Gewest de uitbetaling van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot;

2° wordt de promotor die een subsidie geniet ertoe gehouden het Waalse Gewest de gezamenlijke als subsidie betaalde bedragen terug te betalen na aftrek van de reeds terugbetaalde sommen;

3° wordt de promotor die een terugvorderbaar voorschot geniet ertoe gehouden het Waalse Gewest de gezamenlijke als subsidie betaalde bedragen terug te betalen na aftrek van de reeds terugbetaalde sommen.

HOOFDSTUK V. — *Afzien van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot*

Art. 82. De promotor mag van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot afzien tijdens de activiteiten die onder de tegemoetkoming vallen voorzover de clausules in verband met de subsidie of het terugvorderbaar voorschot die hem aan het Waalse Gewest binden, dat toelaten.

Titel VI. — *Interdepartementaal opvolgingscomité*

Art. 83. Er wordt een interdepartementaal opvolgingscomité opgericht dat meer bepaald bestaat uit personeelsleden van de bestuursdiensten van de Regering, bevoegd voor onderzoek, technologische innovatie en economie. Het Comité komt minstens vier keer per jaar samen.

De Minister en de Minister van Economie leggen er samen de samenstelling en de nadere werkingsregels van vast.

Art. 84. Het interdepartementaal opvolgingscomité heeft als hoofdtaken :

1° de strategische doelstellingen en de hoofdlijnen, bepaald krachtens artikel 117 van het decreet, in voorstellen voor operationele maatregelen om te zetten, door onder meer de balans te bepalen tussen die doelstellingen en hoofdlijnen, enerzijds, en de bestaande tegemoetkomingen en de wijze van toekenning ervan, anderzijds;

2° bijgevolg de eventuele wijzigingen, meer bepaald van wettelijke of regelgevende aard, in die voorstellen in te passen als ze van toepassing zijn wat de bestaande tegemoetkomingen en de wijze van toekenning ervan betreft;

3° erover waken dat de aangenomen operationele maatregelen toegepast worden overeenkomstig de strategische doelstellingen en de hoofdlijnen bepaald krachtens artikel 117 van het decreet;

4° toe te zien op de uitvoering van de indicatoren bepaald krachtens artikel 123, 1°, van het decreet;

5° toe te zien op de uitvoering van de nadere regels voor de inzameling, de analyse en de verspreiding bepaald in artikel 123, 2°, van het decreet;

6° een voorstel uit te werken voor de nadere regels voor de steun met onderdelen bedoeld in artikel 121 van het decreet, door er meer bepaald op toe te zien dat hij aansluit op de andere tegemoetkomingen en incentives van de overheid dan die bedoeld in het decreet, inzake benutting en commercialisering van innoverende producten, procédés of diensten;

7° voorstellen uit te werken voor maatregelen die de onderlinge aansluiting van de tegemoetkomingen bedoeld in het decreet en de tegemoetkomingen vallend onder het economisch ontwikkelingsbeleid van het Waalse Gewest bevorderen;

8° voorstellen uit te werken voor maatregelen die de projecten kunnen aansturen op één van beide tegemoetkomingscategorieën;

9° voorstellen uit te werken voor maatregelen die de overeenkomsten en de administratieve documenten betreffende beide tegemoetkomingscategorieën zo goed mogelijk één kunnen maken;

10° voorstellen uit te werken voor maatregelen die ervoor zorgen dat de methodologische instrumenten die voor de beoordeling van alle ingediende projecten kunnen dienen en de opvolging van de ondersteunde projecten;

11° de Regering inlichten en voorstellen voor acties uitwerken wanneer een door een andere overheid overwogen of getroffen maatregel een significante impact zou kunnen hebben op het beleid van het Waalse Gewest inzake onderzoek, technologische innovatie en economische ontwikkeling.

Titel VII. — Slotbepalingen

Art. 85. De termijnen bedoeld bij dit besluit worden jaarlijks opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en 21 december en 31 december.

Wanneer een termijn bedoeld in dit besluit verstrijkt op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende dag die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Art. 86. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 oktober 1988 betreffende de uitvoering van handelingen en programma's van technologische bevordering;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 betreffende de samenstelling en de werking van het Oriëntatiecomité ter bevordering van het onderzoek en van de technologieën in het Waalse Gewest;

3° het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 betreffende de steun aan en de tussenkomsten voor het onderzoek en de technologieën;

4° het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 betreffende de erkenning van de collectieve onderzoekscentra;

5° het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot wijziging van de begripsomschrijving "kleine of middelgrote onderneming" in de zin van het decreet van 2005 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën.

Art. 87. Het decreet treedt in werking op 1 oktober 2008.

Art. 88. Dit besluit treedt in werking op op 1 oktober 2008.

Art. 89. De Minister van Onderzoek en de Minister van Economie zijn, elk wat hem betreft, bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 september 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;
J.-C. MARCOURT

Bijlage

Deze bijlage legt de "coëfficiënt R" vast waarvan sprake in artikel 10 van het besluit.

De analyse van de geldmiddelen van de onderzoekscentra berust op de twaalf ijkpunten die in onderstaande tabel zijn vermeld :

Referentie	Opschrift	Inhoud van de financiering	Soort
Ref. 1	Schuldvorderingen ingediend bij het Dir-Gen Technologie, Onderzoek en Energie ten laste van de Minister van Onderzoek met in begrip van de FEDER/FSE tegemoetkomingen	collectief onderzoek technologische voorlichting structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor onderzoek (uitgesloten uitrusting en gebouw)	S
Ref. 2	DC DGTRE en FEDER Uitsluitend uitrusting	structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor wetenschappelijke en technologische uitrusting	S
Ref. 3	DC DGTRE en FEDER Uitsluitend gebouw	structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor de gebouwen	S
Ref. 4	DC FSE in het kader van Dlst 1, 2 en 3	structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor de gebouwen	S
Ref. 5	DC andere overheden	internationale (buiten Europese programma's), federale of provinciale bronnen	R
Ref. 6	DC CE	onderzoeksprojecten PC met een bonus Gew* mogelijk	R
Ref. 7	Verplichte bijdragen	vastgesteld bij wet of regelgeving	R
Ref. 8	Vrijwillige bijdragen	bepaald door het centrum	R
Ref. 9	Facturaties derden	opbrengsten van dienstverleningen	R
Ref. 10	Opbrengsten licenties	afstand licencies en retributies	R
Ref. 11	Overheidsdotaties	specifiek aan openbare instellingen	S
Ref. 12	Andere	ACTIVA, AR 258, FOREm, ONEm, AWEX...	S
Ref. 13	Totaal van referenties 1 tot 12		-

* : die bonificatie van het gewest moet opgenomen worden in ref 1 - DC van het Gewest

** : met inbegrip van de facturaties voor onderaanneming voor de ondernemingen en waarvan de financiering vaststaat in het kader van de gewestelijke tegemoetkomingen (voorbeelden : terugvorderbare voorschotten of haalbaarheidsonderzoek als technische steun)

De bestaansmiddelen van een centrum worden ondergebracht in twee categorieën en 5 rubrieken. Die rubrieken dienen om de afhankelijkheids- en performantieratio's van het centrum vast te leggen.

Categorieën "Subsidies" - S :

- werkingssubsidies : Ref. 1, 4, 11 en 12;

- investeringssubsidies : Ref. 2 en 3.

Categorie "Opbrengsten" - R :

- opbrengsten ivm industriële activiteit : Ref. 9 en 10.

- opbrengsten ivm onderzoek of openbare expertises, buiten financieringen van het Waalse Gewest om : Ref. 5 en 6.

- opbrengsten van bijdragen : Ref. 7 en 8.

De coëfficiënt "R" wordt als volgt bepaald :

$$R = (\text{Ref. 5} + \text{Ref. 6} + \text{Ref. 7} + \text{Ref. 8} + \text{Ref. 9} + \text{Ref. 10}) / \text{Ref. 13}$$

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië.

Namen, 18 september 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;
J.-C. MARCOURT